

Le Monde

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 3 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique
12 fr.; Canada, 5.03; Danemark, 3 kr.
Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce
18 dr.; Iran, 45 rils; Italie, 300 L.; Liban, 128 p.
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas
1 fr.; Portugal, 120 esc.; Soudan, 22 sh.
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10.00 d.n.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Téllex Paris n° 659572
Tél. : 246-72-23

LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT ET LES MESURES ÉCONOMIQUES

Les partis et la presse s'interrogent sur l'éventuel départ de M. Chirac

Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de la situation de voir naître et se développer un phénomène politique sur une décision hypothétique. Ne se produirait-il rien, au bout du compte, que la seule

ANDRÉ LAURENS.
(Lire la suite page 4.)

La lutte contre l'inflation passe par une réduction négociée des inégalités

nous déclare M. Edmond Maire

« Les prix et les salaires augmentent en France à un rythme deux fois et demi supérieur à celui de l'Allemagne. Les risques d'une nouvelle crise économique et d'une aggravation du chômage ne peuvent être ignorés des syndicalistes. Or vous semblez refuser jusqu'à l'idée même d'une discipline contractuelle » lancée par M. Chirac. N'est-ce pas pratiquer la politique du pire ?

prix industriels, le chômage non seulement persiste mais augmente (4452 dossiers par jour ont été déposés aux caisses de chômage complémentaire pendant la première quinzaine d'août contre 3807 l'an dernier à la même époque), la production industrielle a encore 5,4 % de retard sur le point le plus haut du juillet 1974 alors que M. Giscard d'Estaing annonçait en avril dernier qu'on aurait rejoint ce point à la fin du premier semestre.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE DUPONT
(re la suite page 17.)

Viking-2
se posera sur Mars
dans la nuit
du 3 au 4 septembre

Après bien des hésitations, les responsables américains ont choisi le site d'atterrissage de la sonde Viking-2.

Celle-ci se posera, dans la nuit du 3 au 4 septembre, sur le site d'Utopia Planitia, plus septentrional que le site de Viking-1 et sans doute plus favorable à la découverte d'une éventuelle vie martienne.

D'autre part, le module de retour de la sonde soviétique Luna-24 s'est posé dimanche 22 août en Sibirie.

Plus septentrional que Chryse, on trouvait Viking-1... la latitude moyenne d'Utopia est de 44 degrés, contre 18 degrés pour Chryse. Viking-2 devrait être plus humide, donc plus favorable à une éventuelle vie martienne. Mais, on ne peut pas dire que ça prête à un atermoiement, donc, et ce n'est pas sans une certaine crainte que les responsables de la NASA ont décidé de lancer cette vers Mars. Rappelons que deux sites initialement prévus ont dû être éliminés, les photographes réguliers que les géologues « martiens » n'ont pu interpréter. Utopia est dépourvu de ces stries, mais on y revient pour la présence de rochers, trop nombreux, trop visibles sur les photographes qu'a prises la sonde, mais suffisants pour la faire basculer quand elle se penche.

M. A.

Pour une redistribution des pouvoirs

I. — Faire confiance aux Français

Le débat politique des prochains mois ne doit pas se tromper d'objectif. Il s'agit bien de traiter les trois questions principales: que sont l'inflation et le chômage, la dette et le déficit, la dénatalité. Mais il faut surtout ne pas se tromper de méthode. Gouverner pour les Français sans la participation de tous les Français, préparer avec certitude une désaffection croissante, un isolement et peut-être même un effondrement de la société, ce n'est pas faire de solides politiques, locales, sociales ou économiques. La préoccupation essentielle doit être de faire participer tous les Français à la formation de leur pays, et il est vrai qu'ils souhaitent plus de sécurité, il faut enfin admettre qu'ils désirent plus de liberté. L'abord par le développement d'un sentiment individuel, celui de la confiance en soi, est plus une société où il y a plus de confiance et plus libre. Pour cela, il faut engager une redistribution des responsabilités, une répartition des tâches, rapide et générale et générale.

La vie politique en France souffre d'un double excès. Elle est envahissante et, à bien des égards, elle est superflue. Ce double excès est évident. Elle envahit l'information écrite, mais surtout parlée et télévisée. Elle déborde des seules émissions, où elle est présente, où elle se consacre à elle principalement. Elle est présente dans la vie culturelle, intellectuelle, et même dans la vie sportive. Ce n'est pas toujours de bon d'abord, c'est politique toujours.

Et pourtant, à regarder plus sérieusement ce qu'est la vie politique française, on se rend compte que le caractère de cette vie politique n'est pas ce qu'on appelle la classe politique est, au fond, très réduit, qu'il s'agisse des journalistes qui en-

Par
JACQUES DOMINATI (*)

parent, des hommes qui la font, ou de ceux qui en vivent. Si l'on excepte le parti communiste, dont la caractéristique bureaucratique, comme les faiblesses éventuelles, force est de constater que la vie politique française est artisanale. Quelques ateliers et le serait-il tant de dire quelques boutiques préparent les idées, forment des hommes, proposent des candidatures. Rien de comparable, en tout cas, à ce que sont, en France, les grandes formations à vocation gouvernementale. Là plus souvent, et même sans les avoir, les partis politiques sont des fédérations de fédérations dont la logique présidentielle qui impose de se situer par rapport au pouvoir s'impose, et qui, en fait, elle se plaine

(²) Député de Paris, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants.

AU JOUR LE JOUR

Taxe météo

On comprend un peu les réticences des contribuables à qui on laisse prévoir qu'ils paieront pour les agriculteurs la facture de la sécheresse, alors qu'ils sont certains de la payer par ailleurs, du fait de ses conséquences économiques. En somme, ils la paieront deux fois.

Il faut être solidaires, certes, devant les infortunes de la nature, mais, comme dit le croquerie anglais : « C'est un mauvais vent qui t'apporte rien de bon et personnel ». Le vent, la pluie, le soleil, enrichissent - celui-ci et ruinent celui-là, sans nous de justice.

C'est pourquoi le plus simple est de les tancer à leur malheur : un soleil d'été justifie une légère majoration du prix des vacances et une pluie de printemps vaut bien un petit pourcentage sur la récolte à venir. A quand, sur la feuille d'impôts, les avantages en nature consentis par la météo ?

ROBERT-ESCAPIT.

sur le système préexistant et ne
le pas encore transformer.

Cette situation inconfortable nous mène à des conclusions ma-
 jeures. D'abord, l'isolement de la
 classe politique française avec
 les risques que comporte
 l'endogamisme des tribus
 élites. Ensuite, je constate que
 les responsables du développement
 économique de notre pays, saisi-
 sés de toutes les institutions ou en-
 treprises, ne paient pas assez
 à la vie politique institution-
 nelle. Les artisans de la trans-
 formation de notre pays sont
 représentés dans le système
 d'élites et le système profes-
 sionnel. Les poids de certaines professions
 dans la vie politique attendent un
 véritable suivi critique. C'est
 ainsi, par exemple, que le statut
 des fonctionnaires de l'État et
 du public engendre une véritable
 colonisation par les fonctionnai-
 res des postes de responsabilités.
 Dans cette course, les ensei-
 gnants arrivent naturellement
 en tête en raison de leur for-
 mation, de leur disponibilité et
 de leur présence constante. C'est
 la majorité succombe tout
 en général dévouement
 aux hommes du service public
 et de la fonction. Les universi-
 taires de gauche et technocrates
 de droite, ou l'inverse, parlant
 avec un même langage
 et dépendant du reste de la
 population.

Le cumul des mandats

La logique présidentielle est d'instaurer une certaine mesure, en accordant à la politique une certaine autonomie. La politique est compréhensible dans le cadre du système présidentiel formé au deuxième tour des élections subalternes, mais s'effondre à l'insigne, dans le cadre du système parlementaire. Les assemblées et institutions politiques ne sont que des instruments de la volonté présidentielle. C'est sûrement pas ce que les gens souhaitent le président de la République. C'est sûrement pas ce que souhaitent les députés, les sénateurs, les maires, les préfets, mais c'est une conséquence de la conjonction d'une institution nouvelle, d'un comportement nouveau, d'un système d'organisation nouvelle, d'un système d'organisation ancienne. L'institution nouvelle, c'est l'élection du président, et le comportement nouveau, c'est la conception d'élire le président. C'est la France qui a voulu que la logique de la politique s'effondre, l'on se pose en opposition. Les amis du candidat battu en 1962 ont dit : « C'est la France qui a voulu que la politique permanente et comme ce sont les intellectuels, ils s'enthousiasment pour le comportement et ont conscience de voir leur action se dégrader. Ils ont conscience de voir leur action se dégrader entre le bien et le mal. »

(Type in extra type 4)

La presse à la une

par JACQUES SAUVAGEOT

Jamais, depuis 1972, la presse n'avait à ce point joué dans la presse, les vedettes de l'actualité. Alors que les journalistes de France-Soir sont en grève, alors que le Figaro se tait, les quotidiens parisiens, de l'Aurore à l'Ouige, commentent depuis dix heures les péripéties de la résistible ascension de M. Robert Hersant : les hebdomadaires entrent en scène, et, non sans quelque courage, les radios ou les télévisions risquent à l'inouïe.

Peut-être, ceux qui, à Matignon, ailleurs, ont choisi ce mois août pour opérer, comptant sur l'insouciance estivale, peut-être ont-ils pour une fois, mal calculé. La réprobation est, en effet, suffisamment partagée pour qu'on ne puisse exclure des reculs tactiques, puis stratégiques.

Le premier coup d'arrêt sera donné lorsqu'un tribunal, demain ou plus tard, décidera, pour la première fois, que les lois sur la presse s'appliquent à tous les citoyens, y compris aux députés du département de l'Oise. Ce jour-là, le processus de concentration sera stoppé, et il ne sera

plus nécessaire d'attendre des seuls changements politiques la restauration des libertés bafouées. Le droit de publier, la transparence des capitaux, l'interdiction des cumuls et des prête-noms sont inscrits dans la loi. Désormais, chacun le sait, et les textes seront inéluctablement, tôt ou tard, opposés à ceux qui, bien impudemment, les méprisent et les mépriseront. Ils ne pourront plus feindre de les ignorer.

Le deuxième coup d'arrêt dépend d'une autre prise de conscience. Si, comme la loi le veut, les comptes du *Sigurd* n'ont pas été publiés, les joueurs de *Sigurd-Sob* auront été clairement publiés et commentés. Il faudrait, par conséquent, être expert pour constater l'évidence et prouver publiquement que M. Robert Hernant toutes les qualités d'un joueur de poker le bluff compris. L'étonnante déclaration faite à la presse le 18 août a malheureusement produit une forte impression, même si plusieurs commentateurs en ont excellamment s. uligné l'oubli.

(Lire la suite page 5)

A SAINT-PAUL-DE-VENTE

Les ambiguïtés d'Antoni Tapiès

Avec ces tableaux de sable coagulé qui figurent des murs tragiques, maculés de rouge sang et de bleu ciel, anormalement de palette énigmatique, de linge tâché et de goudron brillant, Antoni Tàpies procède à une sorte de méditation sur la mort, le travail, la Fondation Maeght, le Centre accoutumé et la provocation dans une Espagne où tout intellectuel ou artiste dit d'avant-garde était tenu en suspicion estime aujourd'hui que son pays a retrouvé un nouveau souffle et libéré son art. Il y a un grand changement... dit-il.

La provocation qui ne dirait pas tout à fait son nom, il en connaît les détours depuis un quart de siècle, lorsque, au sortir de la guerre, il s'était, comme beaucoup de jeunes peintres de sa génération, retrouvé « sans argent, sans pays » et avait dû soulever pendant ses études. Tàpies s'est formé au contact de l'œuvre des surréalistes, dont la

nature est pourtant de nommer les choses dans un langage littéraire, mais on peut dire que c'est l'abstraction lyrique — elle dominait le devant de la scène, à Paris comme à New-York — qui a donné au peintre le moyen d'être quand même « dénonciateur », dans un climat politique qui ne l'aurait pas toléré.

Il lui suffisait de manier l'ambiguïté des signes abstraits - concrets, de peindre des barreaux sans dire prison, mais signe, de peindre violemment rouge, et noir sans parler de sang ni de mort... Pour tout titre de tableau, inscrire : *Traces de pas sur espace blanc ; Reliet marron ; Croix sur paille ; Peinture en forme de baignoire*... Le langage symbolique des artistes d'avant-garde est si obscur qu'on n'y voyait, comme on dit, que du feu.

JACQUES MICHEL

(Live in suite page 7.)

Un commando d'autonomistes corses conduit par M. Max Simeoni incendie une cave vinicole

La Cour de sûreté de l'État est saisie de l'affaire

La Cour de sûreté de l'Etat vient de saisir la police judiciaire de la Corse pour rechercher le commando qui a occupé et dynamité la cave vinicole. Des inspecteurs de la police judiciaire de Bastia se sont présentés, le lundi matin 23 août, au domicile de M. Max Simeoni, mais ce dernier avait pris le maquis avec ses camarades.

Un théoricien

Commentant, le 10 juillet dernier, le verdict sévère du procès de Serge Cicalari, Max Simeoni, avait déclaré : « Je suis révolté. Au niveau des jeunes Corses, il va y avoir un sentiment d'agressivité et de contre-agressivité. Ils vont mal réagir. Mais, pour ma part, je ne vais pas les laisser tomber. »

Pen avant l'explosion de la cave, M. Mar Simoni a expliqué, par un appel téléphonique adressé à l'A.F.F., les motifs de son acte illégal.

En ce 22 août, anniversaire de l'Aïdja, j'ai pris l'initiative et me seule responsabilité, d'occuper avec quinze complices la cave Cohen Shalit, sur la route de Vézant. Je veux, par ce acte illégal, attirer l'attention sur nos pouvoirs publics.

« C'est un drame d'Algérie. Les terres des esclaves ne sont pas attribuées à de jeunes Cors. M. Cohen Shalit n'est pas esclave, dit moi-même rien à moi et à ceux qui m'ont ramené qu'il détient 400 hectares terres corse avec trois canotiers.

« La corrélation reste un vide de contenu et la décorrélation de la mesure prise par la subitance même de notre communauté. Les mesures promises en ce qui concerne le renouveau de notre langue et de notre culture sont dérisoires par rapport

Les dégâts sont importants : 5 à 6 millions de francs, selon une première estimation.

Tandis que les militants masqués s'éloignent, de nombreux sympathisants venus du congrès d'Abbazia et qui ont assisté à l'explosion, se dispersent. Le docteur Max Simson disparaît, sans préciser s'il se constituera prisonnier.

Pendant deux heures, les forces de l'ordre ne se sont pas montrées. Les gendarmes qui surveillaient, à 20 kilomètres de là, le congrès d'Abbazia, n'ont pas bougé.

VU

DÉPERDITION DE POTENTIEL

fois deux », laissait l'effet d'une émission d'analyse ; donnait une vision positive de la situation. C'est ce que Godard dans l'interview, l'effacement du son dans la première partie — où s'inscrivaient des mots d'amour, mots de tous les jours, mots de peur, mots de bonheur, mots manuscrits sur l'écran, tandis que bougeaient les lèvres, cinéma muet, d'un couple d'une jeunesse semblait à Jesse James McDonald — l'effacement de la contradiction, systématique, permettait à la poésie de s'installer, de ramener un flux vital. Un flux qui rompt en cause la façon, un peu au premier degré, dont on a écouté l'actualité la doctrine parole de la société. Sonimage au fond, cette certitude certaine d'être peut-être simplement un masque, histoire de dire — je ne sais pas ».

Certes, c'est la preuve, l'écoute littérale recèle des pièges. Mais derrière les pièges, il y a toujours une espèce de réalité.

Matt Helm, le nouveau héros policier de TF1 — c'est Toni Franciosa au petit écran après Dean Martin au cinéma, — souffre toujours vainqueur des énigmes. C'est la victoire des analyses.

N'importe que les décodeurs. N'importe que le téléspéctateur américain, cas embôchés, — les services secrets dont on ne sait plus pour quelle cause ils combattent, l'intérêt public et l'intérêt privé qui se confondent, parlent des déviations d'une société en quête de nouveaux rêves. La force de la collectivité américaine est de pouvoir excrochiser ses défauts en les nommant. La force de la télévision française est — sans doute — de donner « carte blanche » à un révolutionnaire qui fait de la métaphysique. Deux points deux mesures ?

MARTIN EVEN.

CHAINE I : TF1

20 h. 30. Film : « Un certain Monsieur Jo », de R. Jolivet (1957). Avec M. Simon.
G. Kervine, J. Morel, J. Fournier.
22 h. 10. Documentaire : La vie des estampes, de R. Leenhardt ; 23 h. Journal.

CHAINE II : A2

20 h. Variétés : Ticket de rétro, de J.-C. Averty.
21 h. 30. Les Gens : Henri Genès, Jacqueline Denno, Françoise, Christian Borel et Caroline Gilly.
André, Guy Margabed et Liliane Monte-
aux. Jean Sublon, Georges Flama.
Extraits d'actualités Pathé de 1938
22 h. 35. Chronique : Le raid américain, de J.-M. Drot.
New-York revisité.
22 h. 25. Journal.

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 15 h. 30, programme de mi-journée (reprise à 18 h. 20).

20 h. 30, Téléfilm : « L'Étrange Visite ». 21 h. 40, Chronique : « Le sens de l'histoire ». Le fête, de J. Aurel, avec J. Laurent : 22 h. 45.

CHAÎNE II : A 2

De 15 h. à 20 h., programme ininterrompu avec à 18 h. 30, la chronique du temps de l'ombre, d'A. Panigel.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : « Douglas Mac Arthur », de C. Barnett. Narrateur : F. Gillard.

Un montage de documents produits par la S.B.G. et inédit en France.

Débat : La défaite politique du vainqueur du Pacifique.

À la participation de M.M. Henri Michel, président du comité international d'historique de la deuxième guerre mondiale, Roger Sieberg, aide de camp et médecin du général Mac Arthur, Etti Takemura, maître des conférences à l'université de Tokyo.

20 h. 30, Prestige du cinéma : « Le Jeu de la vérité », de R. Hossein (1961), avec J. Serfaty, N. Gracia, J.-L. Trintignant, F. Provost, P. Meunier, J. L. L.

Un suspense folle et des artifices de mise en scène psychologiques.

21 h. 50, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, « Le Point rouge », (de L. Candelon), avec R. Rolland, J. P. Pélissier, J. L. L.

21 h. « L'autre scène ou les Vivants et les Dieux : A l'école et la révolution culturelle » ; 22 h. 30, Entretiens avec A. Gide et J. L. L.

22 h. 30, « L'écrit », par J. Courcier.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Ne le retourne pas, l'Impression d'orchestre nous saute à la face. En direct du Festival de Salzbourg : Mozart par l'orchestre Mozarteum de Salzbourg, direction T. Gutschwaiger, avec B. Tackx (cor) ; 22 h. 30, « Les deux faces de la lune », de J. L. L.

20 h. 30, « Le péril sous le ciel », de J. L. L.

Tokyo, Jean-Baptiste Durville, professeur de la Sorbonne, Bernard Valéry, correspondant à Paris du New York Daily News, et Ernest Goldstein, avocat américain.

23 h. 30, Journal

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.), « Le Tigre du Bengale », de F. Lant (1968), avec D. Fagot, P. Hubschmid, W. Reyer, C. Holm.

Rigueur et beauté de la mise en scène de Fritz Lang sur un sujet de romans d'aventures.

22 h. 6, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., « La Tombée de Cristóbal Colón » (I), par J. L. Baur; 21 h., L'Œuvre par la Société nationale des Musées (Haguenau); 22 h. 30 (R), Entretiens avec André Gide, par J. Amrouche; 23 h., Radio-Cri.

FRANCE-MUSIQUE

22 h., Ne la repousse pas, l'air l'impression de Georges Suijs; 20 h., Promesses de 1972, Festival de Strasbourg; 20 h., Interprétation de la Messe de Beethoven, par Dietrich Fischer-Dieskau; 21 h., 40, Batterie; 22 h., France-Musique la nuit: Sings

1975

1. AOUE. — Des militants autochtones conduits par Edmond Mouton occupent une cave vinicole à Aleria.

2. AOUE. — L'assaut est donné sur la cave d'Aleria. Deux gardiens sont tués, trois trouvent la mort.

3. AOUE. — Le conseil des ministres décide la dissolution de l'ACT pour la renaissance de la CO (ABC).

4. — M. Jean Riolacci est nommé préfet de la région Corse en remplacement de M. André Gilly.

5. 28 AOUE. — Des émeutes éclatent à Bastia, au cours desquelles G.R.S. trouve la mort.

6. 29 AOUE. — Des agents de la G.S. sont tués pendant l'assaut sur les caves occupées d'Aleria.

UN antonimisme corse, l'association
participe cordi (A.P.C.).
AVHIL. — Le mouvement nautique
des îles de France et des Pays
Bassins corse de libération
(P.B.L.) se dissout.
SIS MAX. — Un nouveau mouvement
nationaliste clandestin : le Pr
de la République démocratique
révolutionnaire du-kuit-akut
du plastic.

JUTN. — Mimond : Siméoni
solidement à cinq ans d'emprisonne
ment, dont deux avec ses
complices, pour avoir été
accusé d'avoir fait un C.R.S. pendant
l'annuel du 27 au 28 août 1976
à Bastia, est condamné à dix ans
d'emprisonnement par la Cour
suprême de Cassation.

LES DIRIGANTS
Compter vinicole et de rapatriement
(COVIREP) et les dirigeants
sociétés vinicoles sont condamnés
pour leur tentative d'obtenir
la mise en œuvre d'un décret
n° 60 de Paris à des paroles d'ordre
nationalistes avec leurs allants
dans une manifestation.

AOUT. — Des militants anti-
nationalistes conduits par Max Simeoni
occupent une cave vinicole près
Ghioghears et la font sauter à

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

La crise a réduit du tiers le capital consacré à la création d'entreprises

Quels ont été les effets de la crise économique sur le tissu industriel français ? Les faillites, beaucoup plus nombreuses depuis 1973, ont-elles tendance à se réduire ? Et les créations d'entreprises à reprendre ? Deux études récentes de la Caisse nationale des marchés de l'État (1) permettent de répondre à ces questions.

Le nombre des faillites, qui avait sensiblement augmenté au plus fort de la crise, ne cesse de décroître depuis quinze mois. Telle est la première conclusion de l'étude de la

Caisse des marchés, qui souligne qu'à l'exception d'une courte remontée pendant le dernier trimestre 1975, la cadence des faillites est revenue progressivement en dessous de 3 000, comme avant la crise (2 834 pendant le second trimestre 1975, contre 2 615 au second trimestre 1973, après un maximum de 4 282 pendant les trois premiers mois de 1975).

Le graphique ci-dessous permet de constater que le secteur du commerce a mieux résisté que les autres. La dégradation du nombre des faillites a été particulièrement rapide dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, qui avaient été, il est vrai, les plus éprouvés.

Autre constatation intéressante à signaler : les plus fragiles des firmes de petite taille ayant disparu, celles qui restent ont maintenant tendance à mieux résister. Les disparitions de sociétés de ce type, qui représentaient 68,5 et 70,7 % du total pendant les deux premiers trimestres de 1974, n'en constituent plus que 62,5 et 62,9 pendant les deux premiers trimestres de cette année.

À l'inverse, les faillites d'entreprises moyennes (capital compris entre 200 000 francs et 1 million de francs) représentent 3,5 % et 3,8 % du total pendant cette même période, contre 2,9 et 2,7 % précédemment. Parallèlement au ralentissement des faillites, 1975 a vu une très légère progression (2,9 %) du nombre des créations d'entreprises. Selon la Caisse des marchés, 11 460 firmes ont été créées, contre 11 143 en 1974. Une analyse plus fine amène cependant à nuancer les conclusions optimistes que l'on pourrait tirer de ces chiffres.

On constate, en effet, une évolution très divergente selon les types d'entreprises. Les créations de sociétés anonymes ont chuté de 26 % d'une année sur l'autre : or, dans le même temps, les naissances de sociétés à responsabilité limitée baissent de 5 % seulement et les créations de sociétés en nom personnel ont augmenté même de 16 %, allant jusqu'à représenter 54 % du total en 1975, contre 48 % seulement en 1974.

Plus intéressante encore est l'analyse de l'évolution des nouvelles entreprises en fonction de leur capital (voir le tableau de la page 10). Les sommes engagées dans les créations d'entreprises ont fortement diminué en 1975, puisque les grosses firmes (au capital supérieur à 1 million de francs) sont deux fois plus nombreuses que l'année précédente et qu'à l'inverse les entreprises qui se sont lancées plus vite qu'en 1974 sont celles qui n'avaient pas — ou très peu — de capital.

Au total, la Caisse des marchés chiffre à au moins 35 à 40 % cette diminution de capital apporté. On peut donc parler, en dépit de la progression en nombre des créations d'entreprises, d'appauvrissement du potentiel créé.

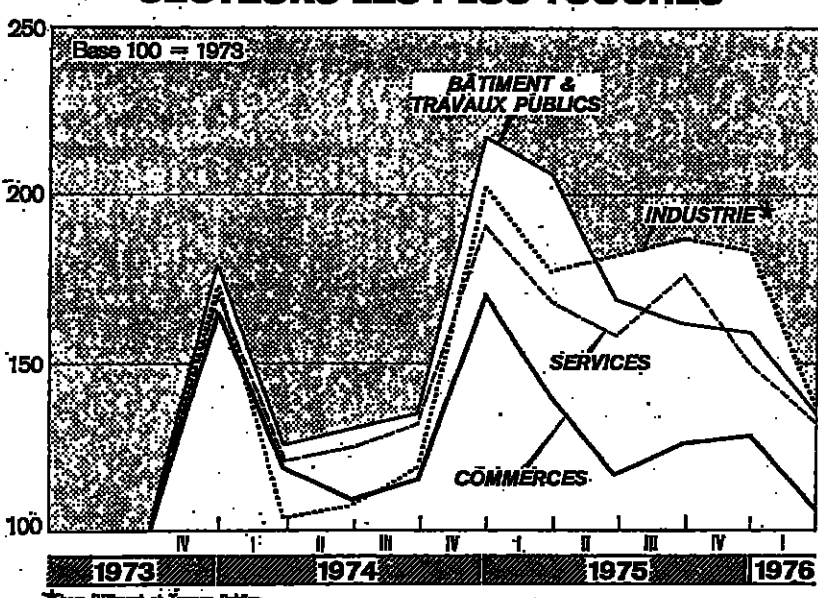
Les informations données par l'établissement national conduisent à formuler deux remarques. La première pour relativiser l'augmentation du nombre de faillites constatée en 1975 (14 875 au lieu de 8 976 deux ans plus tôt).

Ph. L.

(Lire la suite page 10.)

(1) Caisse nationale des marchés de l'État, 12-14, rue de Gramont, Paris-3.

FAILLITES : BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, SECTEURS LES PLUS TOUCHÉS



* Source : Bâtiment et Travaux Publics

LE PAKISTAN PEUT-IL SE PASSER DE L'AIDE AMÉRICAINE ?

Au moment où le secrétaire d'État Kissinger vient d'évoquer la possibilité de suspendre l'aide américaine au Pakistan, à la suite de l'achat par ce pays d'une usine française de retraitement de l'uranium, il n'est pas sans intérêt de voir où en est l'économie de ce pays et quelle est l'importance des apports extérieurs.

CONTRAIREMENT à ce que l'on a dit au moment de la sécession du Bangladesh, celle-ci ne constituait pas une si grave perte pour la partie occidentale. Le Pakistan d'aujourd'hui constitue un ensemble de soixante-cinq à soixante-dix millions d'habitants dotés d'assez bonnes cartes pour leur développement. La pression des hommes sur la terre est moins lourde qu'au Bangladesh et dans maintes parties de l'Inde. Le niveau de vie général est un peu plus solide. Même lorsqu'on tient compte de sérieux handicaps comme la salinité et l'excès d'eau, le potentiel agricole exploitable reste large. Le début d'utilisation du barrage de Tarbela, sur l'Indus, va renforcer le périmètre irrigué tout en fournissant de l'électricité. L'irrigation, condition sine qua non de l'agriculture dans tout le bassin de l'Indus, s'appuie aussi sur la nappe phréatique grâce aux puits tubés à pompe. On en compte déjà cent trente mille, chiffre qui peut encore s'élever.

Le secteur industriel, qui partait de zéro en 1947, a connu une forte expansion dans une large gamme d'entreprises : textiles et coton, produits alimentaires, ciment, engrais chimiques.

En substance, le Pakistan n'a pas les atouts d'un pays comme l'Iran, mais ses conditions de développement

ne sont pas gâchées par le gigantisme de l'Inde ou la très grande pauvreté du Bangladesh.

Dans l'immédiat, le Pakistan traverse une phase fort délicate. La période agricole des années 1960-1970 et la poussée industrielle se ralentissent à partir de 1970, tendances accentuées par la sécession du Bangladesh et la guerre indo-pakistanaise.

La nationalisation d'une partie des industries, au début de 1972, s'accompagne d'inevitablement difficultés d'ajustement. Quant au secteur privé, il hésite à repartir de l'avant. Sur le front agricole, l'appareil de planification affronte des exigences complexes typiques d'une agriculture toujours plus dépendante de facteurs technico-économiques : engrais chimiques, semences renouvelées à temps, énergie pour les pompes d'irrigation, politique des prix. La crise du pétrole et l'inflation achèvent de frapper l'économie, sans parler de calamités naturelles exceptionnelles : inondations en 1973, sécheresse en 1974. Face au ralentissement de l'épargne et des investissements indigènes, la part des apports extérieurs augmente ; elle représente, en 1975, 75 % des investissements et plus de 85 % du budget de développement, ce qui va encore aggraver le service de la dette extérieure. Au 31 décembre 1974, cette dernière atteignait 4,7 milliards de dollars. En 1975, remboursement du capital et intérêts totalisent 422 millions de dollars. De son côté, le déséquilibre de la balance commerciale dépasse le milliard de dollars pour 1975-1976 (juillet-juin) (exportations, 1 100 millions ; de dollars, importations, 2 181 millions).

Le rôle des États-Unis a été particulièrement important jusqu'à main-

tenant. Sur les 4,7 milliards cités plus haut, ils sont créanciers de 1,8 milliard de dollars. À ces chiffres s'ajoute l'aide alimentaire. Remboursée en monnaie locale ou versée à titre de don dans les années 1960-1972, elle est, depuis lors, remboursée en dollars (en quarante ans à 2 % d'intérêt). En 1974 et 1975, les Américains livrent 465 000 et 500 000 tonnes de blé.

La crise du pétrole contribue à modifier l'origine des apports financiers. De juillet 1975 à juin 1976, sur un total de 1,24 milliard de dollars versés, 586 millions proviennent de l'Iran et des pays arabes, 733 millions du

consortium des pays occidentaux et de la Banque mondiale, 123 millions d'autres sources (Chine, U.R.S.S.).

L'avenir de ces flux de capitaux ne paraît pas assuré. Les partenaires pétroliers du Pakistan ont, ces dernières années, accordé des crédits sur-tout destinés à équilibrer la balance des paiements. Ils préfèrent de plus en plus placer leur argent dans des projets spécifiques, des joint ventures au Pakistan : création d'usines, élevage. Quant aux contributions du consortium, il y a peu de chances qu'elles augmentent de manières substantielle.

Une phase délicate

Lorsque l'on ajoute à ces données les dépenses pour la défense nationale (près de 1 milliard de dollars au budget 1975-1976) et les grosses importations d'armements, on conçoit que le Pakistan passe par une phase délicate pour ses finances extérieures et intérieures.

En mars 1976, lors de notre dernière visite au Pakistan, l'économie indiquait des signes de reprise : très net recul de l'inflation, bonnes récoltes, en partie grâce au ciel, hautes modifications dans la politique des prix agricoles et des subventions. Qu'advient-il, si l'afflux de crédits étrangers se trouvait perturbé à ce moment précis ?

Malgré de gros progrès, le Pakistan doit accélérer le développement de sa production électrique. Sur environ cinquante mille villages, quatre mille deux cent trente seulement sont électrifiés. L'industrie a, elle aussi, de gros

besoins. La puissance installée atteint 2 455 MW. Le gaz naturel du Baloutchistan fournit 35 % de l'énergie, le charbon 6 %, le pétrole 40 %, l'hydroélectricité 17 %, l'énergie nucléaire 3 %.

Depuis près de trente ans, le Pakistan espère découvrir du pétrole en quantités suffisantes. Mais, mis à part quelques petites gisements, le gros de sa consommation (3,7 millions de tonnes en 1975) dépend de l'étranger.

Les réserves de gaz naturel pourraient s'épuiser d'ici une vingtaine d'années, à moins de nouvelles découvertes. Le charbon existe en faibles quantités. En ce qui concerne la houille blanche, le barrage de Tarbela et d'autres travaux en cours réduisent de plus en plus le potentiel non exploité. Pour ces raisons, le souci des Pakistanais d'installer des centrales nucléaires paraît légitime et nécessaire.

GILBERT ETIENNE.

Des étrangers affamés aux « communautaires » modernes

LES CHERCHEURS DE TERRE

Auch. — Terre d'accueil jadis abondante et bon marché, le Gers a vu se succéder, depuis cinquante ans, des vagues de migrants. Agriculteurs fuyant le sol natal, où la terre était devenue rare et chère, aujourd'hui jeunes quittant la ville pour vivre à la campagne — sans forcément vivre d'elle — chaque vague a secouru la population locale. Et ce choc culturel a provoqué, par une autre manière de vivre, un bouleversement des structures foncières auquel il a fallu s'adapter. Avec le temps, les particularismes se seraient-ils évanouis ?

RENÉ s'accroche le regard dans ce vaillonnement inextinguible à l'habitat dispersé. Monotonie des champs de blé, d'orge, de maïs ; parfois coupée par le tournesol en fleur ou le moutonnement des troupeaux. Qui pourrait deviner que l'anonymat de ce paysage cache une histoire digne de la rue vers l'Ouest américain ?

Par fiots successifs, les migrants ont envahi, depuis un demi-siècle, les fermes, les grandes métairies qu'abandonnaient les descendants des Gascons, partis en ville suivre des études. Ici les vieux Gascons se souviennent de l'arrivée des Italiens dans les années 20 : domestiques miséreux déterrés furieusement les chiens crevés pour se nourrir ; puis s'installant progressivement comme fermiers sur les grandes propriétés, terrains vagues de culture extensive que l'autocritique prisait peu. Aujourd'hui encore, à Samatan, une famille sur deux est de souche italienne. La communauté ainsi formée a gardé son caractère, ses coutumes.

Deuxième vague vers 1960, moment fort des migrations et de la restructuration rurale française. Le Gers, alors département parmi les plus dépeuplés de France, est déclaré « zone d'accueil ». Les « étrangers » qui déferlent viennent cette fois-ci de l'intérieur : Bretons, Normands, Vendéens, gens du Nord, débarquant sur le quel de la gare d'Auch avec pour tout bagage quelques

vallées et des volailles, parfois même une vache. Là les attend un membre de la Fédération nationale des organismes de migration et d'établissement ruraux (ANMER), sorte de syndicat paraprofessionnel chargé de l'accueil des nouveaux venus. D'autres arrivent par la route, tel cet homme qui traverse la France en deux jours, avec un camion sur lequel était juchée une vieille 4 CV, où sommeillait femme et enfant.

Ces débarquements consacraient l'aboutissement d'un échange de correspondances. Le candidat au voyage avait envoyé une fiche « candidat » avec identité, desiderata, moyens disponibles ; le « syndicat » des migrants lui renvoyait un lot de fiches « exploitation », présentant diverses propriétés disponibles pour un fermage, un métayage, plus rarement une vente. Après, un aller-retour en éclaircir, le chercheur de terre revenait accompagné de ses maîtres biens et de sa famille. La plupart étaient de jeunes couples, quittant l'exploitation natale devenue trop petite pour les bouches à nourrir. Fuyant aussi la cohésion souvent difficile avec les parents, maîtres de l'exploitation familiale. Pour les originaires de régions aux rives marines, l'exil semblait presque naturel.

Ainsi, les Martin quittèrent la Vendée en 1961, pour une métairie des environs de Samatan.

Cinq ans pour réussir...

Aujourd'hui, dans la cuisine coquette — la première dépense. — Monique prépare le repas. Ses cinq enfants sont « descendus » à la piscine de Samatan. Le mari moissonne l'orge. Derrière la maison, dans un champ en surplomb, paissent trois chevaux fringants, passion des hommes de la maison.

Plus question pour Monique de rentrer en Vendée. Les gens du pays ont été accablés, à l'arrivée. Un voisin prêtait une machine, une voisine donnait un litre de lait pour l'enfant, d'autres les invitaient à la fête du cochon ou demandaient de l'aide pour les moissons. Avec la petite subvention, versée par l'ANMER — 4 000 F environ, — puis des emprunts successifs, le métayage des Martin s'est transformé en fermage, l'exploitation s'est modernisée. Mais il n'y a toujours pas un sou d'avance. En arrivant ici, ils se donnaient cinq ans pour réussir. Puis à nouveau cinq ans. Échéances sans fin.

De l'élevage extensif dans les marais, il a fallu passer à l'élevage sur petites surfaces et à la polyculture. Le premier aller de charrie a été tracé péniblement dans les champs de terre argilo-calcaire, qui se transforme en « brique » si elle est trop sèche ou trop mouillée lors du labour. Les méthodes de travail ne sont plus les

mêmes : en Vendée, les bêtes restaient dehors toute l'année ; dans le Gers, elles entraient à l'étable en été. Les Vendéens n'ont pas accepté ce surcroît de travail : ils ont abattu les haies, et les bêtes sont restées dehors. Peu à peu, les gens du pays les ont limités.

Les « étrangers » avaient apporté le goût d'aménager les intérieurs des maisons. Elles ont appris, réciproquement, à l'image des femmes du Gers, à faire vivre le ménage avec le revenu tiré de l'élevage de volaille. Monique Martin gère aujourd'hui un atelier « hors sol » : mille dinde ont rampé les quelques poules et les lapins du début.

Vers la même époque arrivèrent les rapatriés. Troisième vague, venue de Tunisie, du Maroc. Puis d'Algérie en 1962 : six cents familles en quelques mois. Installées à la hâte, après quelques semaines d'hôtel, avec des capitaux, des subventions, qui soulevaient parfois la jalousie.

Dans ces conditions, la transformation du milieu rural a été rapide. « On a enfin compris qu'il fallait s'agrandir, qu'on ne pouvait espérer survivre sur 25 hectares », se souvient un paysan du cru.

DANIELLE ROUARD.

(Lire la suite page 12.)

incendie : une cave

Un théoricien

BULLETIN

LA GRÈVE DE L'ÉTÉ

C'EST la grève la plus surprenante de l'été. Depuis plusieurs semaines, les agents de conduite de la S.N.C.F. cessent le travail, région par région, pendant vingt-quatre ou quarante-huit heures. Il y avait longtemps que des employés de services publics n'avaient plus pris le risque de perturber ainsi les vacances des Français. Ces arrêts de travail, décidés par deux syndicats seulement, la C.G.T. et la C.F.D.T., qui recueillent moins des deux tiers des voix aux élections professionnelles dans cette catégorie de cheminots ont, selon la direction de la S.N.C.F., elle-même, été suivis dans plusieurs régions par la quasi-totalité des conducteurs (ce qui n'a guère empêché les trains de rouler, ou les rotations prévues entre gares et les recours éventuels à des cadres).

Enfin, et ce n'est pas le moins surprenant, les grévistes s'opposent à ce qui apparaît comme un avantage de carrière : la création d'un nouveau grade de conducteur qui permettrait, dans un premier temps, à plus de 70 % de vingt-cinq mille agents de conduite de terminer leur carrière à un salaire supérieur de 300 francs par mois à celui qu'ils peuvent espérer aujourd'hui. Pour une fois, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ne réclament pas des crédits supplémentaires, mais une répartition différente de ceux qui sont accordés.

Au lieu de promouvoir deux mille cinq cents conducteurs les plus anciens, ceux qui conduisent les trains les plus rapides ou les plus difficiles, il faut, disent-ils, améliorer la situation de tous les agents de conduite. D'autant, ajoutent-ils, que des différences substantielles de primes permettent déjà de mieux rémunérer ceux qui accomplissent les tâches les plus délicates.

Derrière ces arguments se cachent deux craintes : celle d'une sélection accrue au sein d'une catégorie professionnelle assez cohérente (les deux tiers des agents de conduite sont classés dans la catégorie supérieure T 4) ; celle d'une division du personnel qui pourrait non seulement faire le jeu de la direction, mais aussi du syndicat autonome.

La direction ne manque pas d'arguments pour expliquer qu'il n'y a rien de scandaleux à inscrire plus clairement dans l'échelle hiérarchique les différences d'expérience et de qualité de services qui existent entre les conducteurs de trains rapides et d'omnibus de banlieue. Mais elle a manœuvré de telle façon qu'elle a donné du crédit aux craintes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Écarté lors des discussions salariales de mars, ce projet de création d'une nouvelle catégorie a été rediscuté avec les seuls signataires de l'accord salarial, au titre de la répartition des mesures sociales, et soumis subrepticement à la mi-juillet à la C.G.T. et à la C.F.D.T. lors d'une réunion de la commission des statuts. De plus, les deux syndicats, qui ont demandé à être reçus par le secrétaire d'État aux transports, à qui le projet a été soumis pour homologation, n'ont toujours pas obtenu de pouvoir s'expliquer.

Ce conflit particulier de l'été peut-il être l'indice d'une explosion sociale chez les cheminots ? Bien que la direction de la S.N.C.F. ne paraisse avoir nulle intention de revenir sur son projet, la C.G.T. et la C.F.D.T. restent prudentes. Ces centrales envisagent, certes, des actions nationales au début de septembre ; mais, d'expérience, elles connaissent assez les risques d'une grève « corporatiste » dans un secteur stratégique comme celui des transports publics pour ne pas jeter d'huile sur le feu. La masse des cheminots, qui n'a pas été si mal traitée par l'accord salarial de mars dernier, reste d'ailleurs pour le moment dans une prudente expectative.

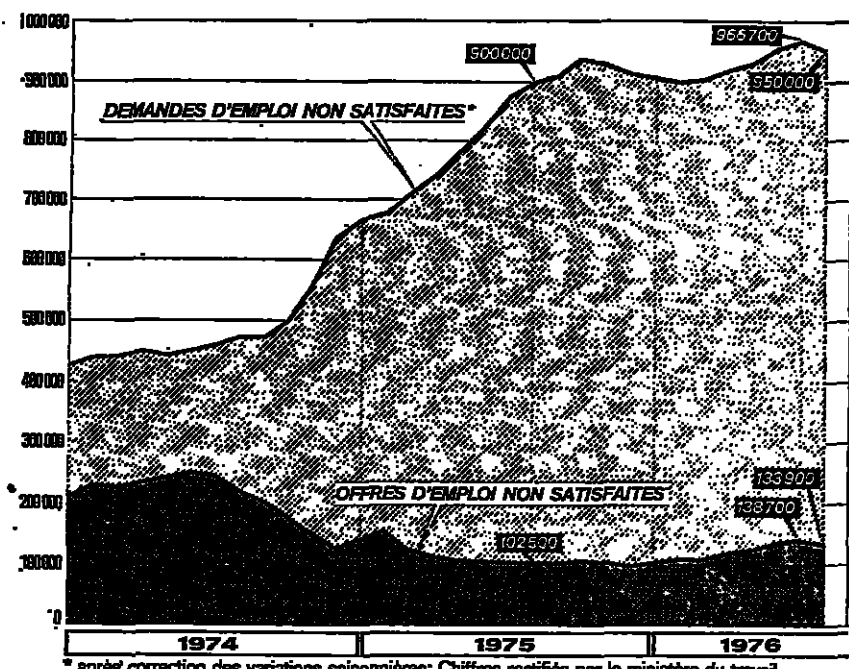
FAITS ET TENDANCES

EMPLOI : une situation qui n'évolue guère depuis un an

A peine plus de huit cent mille chômeurs recensés dans les agences de l'emploi à la fin du mois de juillet, au lieu de plus d'un million au début de l'année : à s'en tenir à ces données brutes, publiées par le ministère du travail, on pourrait conclure que la situation de l'emploi en France s'améliore lentement mais régulièrement. Selon une enquête réalisée à la fin du mois de mai par les services de M. Durafour, la moitié seulement de ces 800 000 demandeurs d'emploi (étran-

ciements, économiques ou autres, ont encore été plus nombreux (29,5 %). Autre signe que les effets de la reprise de l'activité tendent à se faire sentir sur l'emploi : les offres de travail déposées par les employeurs en juillet (73 500) sont du même ordre de grandeur que celles enregistrées il y a un an (70 000).

Cette réticence à l'embauche traduit peut-être l'incertitude de nombreux employeurs sur l'ampleur et la durée de la reprise. Elle marque aussi la volonté des



gers compris) mettraient plus de trois mois à retrouver du travail : les autres, ou bien ne seraient pas réellement disponibles pour occuper un poste (10 %), ou bien auraient trouvé un emploi (et seraient en cours de radiation dans les services de l'ANPE : 45 %), ou encore mettraient moins de trois mois à se reclasser.

Un examen attentif des statistiques de l'ANPE donne une vision moins optimiste de la situation. La nouvelle série corrigée des variations saisonnières établie par l'INSEE (et retracée dans le graphique) montre que les offres comme les demandes d'emploi non satisfaites n'évoluent plus guère depuis un an. Le nombre des demandeurs (950 000 fin juillet) reste sensiblement supérieur à ce qu'il était au début de l'été dernier (877 000 en juin, 800 000 en juillet 1975), c'est-à-dire au creux de la crise. Les jeunes faisant pour la première fois leur entrée sur le « marché du travail » représentent 28,9 % des nouveaux demandeurs d'emploi du mois de juillet ; les salariés victimes de licen-

tiements de commencer par combler la forte diminution de la productivité horaire enregistrée au cours de 1974-1975. Dans une étude récente sur l'impact de la récession sur l'emploi, publiée par l'INSEE (1), M. Jean-Pierre Revol note que, malgré une reprise de la productivité à partir du printemps 1975, celle-ci était encore inférieure de 3,6 % en moyenne, à la fin de l'année, à ce qu'elle aurait dû être si la tendance observée au cours de la période 1964-1973 s'était maintenue. Rien d'étonnant de constater que, dans certains secteurs très touchés par la baisse de la productivité (chimie, papier-carton, etc.), la diminution des effectifs salariés ait continué tout au long de l'année 1975, alors que la durée du travail augmentait au cours du deuxième semestre.

L'étude de l'INSEE fournit plusieurs éléments intéressants sur les effets de la crise économique sur l'emploi :

- En dix-huit mois (juin 1974-décembre 1975) les effectifs des secteurs non agricoles ont baissé de 450 000 (soit - 3,3 %) ;
- Trois cent mille actifs potentiels ne se sont pas présentés sur le marché de l'emploi en 1974-1975 ou se sont volontairement retirés du marché du travail ; il s'agit surtout de jeunes qui ont prolongé leur scolarité et de travailleurs âgés qui ont décidé d'avancer leur départ à la retraite. Les femmes, en revanche, semblent, à mesure que leur taux d'activité augmente, adopter un comportement « plus rigide », similaire à celui des hommes ;
- L'augmentation du chômage a touché davantage les ouvriers qualifiés (le nombre des demandeurs d'emploi de cette catégorie a augmenté de 214 % en dix-huit mois) que les ouvriers non qualifiés (+ 96 %). — J.-M. D.

(1) Economie et Statistique n° 72, juin 1976.

La reprise accroît le déficit structurel des échanges français avec l'Allemagne

Le déficit structurel du commerce franco-allemand s'est creusé ces derniers mois d'une façon inquiétante pour notre pays. Cette détérioration des échanges avec notre meilleur client (17 % de nos ventes) semble provenir à la fois d'un mauvais rapport qualité-prix des produits français et d'une implantation insuffisante des firmes françaises outre-Rhin.

Une vision non conjoncturelle des échanges franco-allemands donne d'ailleurs une idée plus juste — et moins décevante — de l'évolution de la balance commerciale. Le taux moyen de couverture de nos achats par les ventes durant les six premiers mois a été de 80 %, ce qui représente une très sensible détérioration par rapport à 1975 (88 %) — mais une amélioration par rapport à 1974 (77 %). Ce taux n'avait été exceptionnellement « bon » en 1975 qu'à cause de la récession, qui avait considérablement réduit les importations françaises, alors que le courant d'exportations était resté assez bon.

Au cours des premiers mois de cette année, les achats de la France à l'Allemagne ont augmenté : 4,5 milliards de francs en moyenne par mois de janvier à mai, contre 3,6 milliards pendant la même période de 1975 : soit + 25 %. Le rythme s'est particulièrement accéléré en ce qui concerne les automobiles : en mai, les importations de voitures allemandes ont dépassé de 22 % leur niveau de l'année précédente. En revanche, les importations de biens d'équipement se sont ralenties au deuxième trimestre, ce qui est normal après la forte poussée du début de l'année, consécutive aux mesures de détaxation fiscale. Les importations de machines-outils restent toujours aussi importantes. A l'inverse, malgré la hausse des prix, la valeur des importations de produits agricoles n'a que faiblement progressé.

Les ventes de plus en plus importantes des pays socialistes à la R.F.A. freinent le développement des exportations françaises outre-Rhin. Celles-ci ont atteint une moyenne de 3,55 milliards de francs par mois de janvier à mai, en progrès de 13,8 % sur celles de 1975. Les exportations de biens

d'équipement français ont nettement progressé, mais cela correspond à l'exécution de commandes enregistrées en 1974 et 1975. Une assez forte poussée, au cours du premier semestre 1976, des ventes de biens de consommation s'est produite : mais la baisse de la lire favorise les exportations italiennes (cuir, textiles) et limite les progrès français en R.F.A.

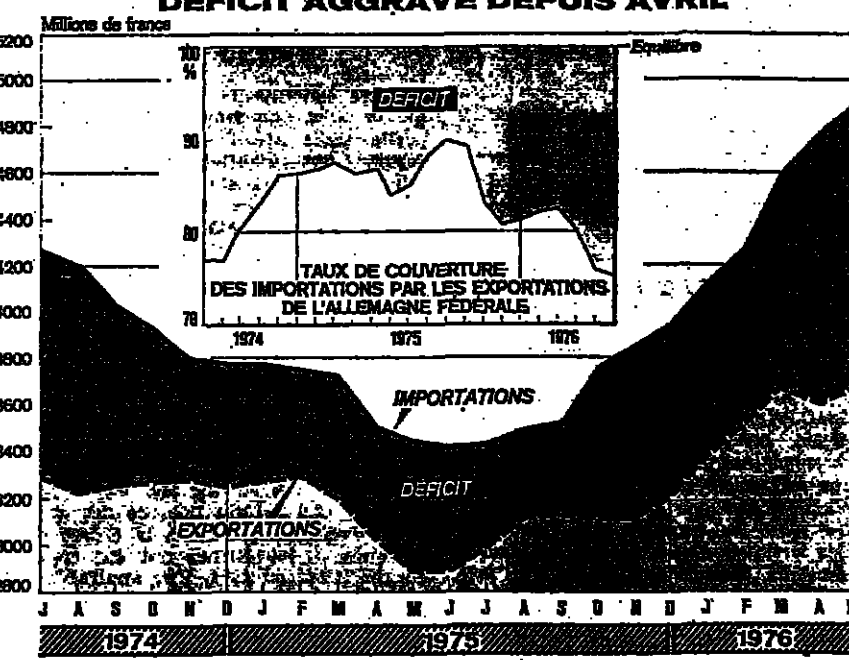
Malgré ces ventes croissantes en Allemagne, la balance franco-allemande a enregistré un déficit de plus de 1 milliard de francs en juin dernier, ce qui porte à 5,6 milliards de francs le déséquilibre du premier semestre soit le tiers du déficit global de la France.

Le déficit commercial avec la R.F.A. avait atteint un niveau record en 1974 (11 mil-

liards de francs), qui risque d'être dépassé cette année, du fait notamment de l'affaiblissement du franc, qui renchérit les importations françaises sans stimuler autant qu'on pourrait l'espérer les exportations.

Une étude récente faite par l'Institut d'études politiques de Strasbourg auprès de deux mille entreprises françaises — dont six cents ont une filiale en R.F.A. — montre qu'une entreprise ne peut continuer à développer ses échanges qu'à la condition « qu'elle soit profitable et qu'elle dégage un surplus partiellement consacré par l'entreprise ». Or, selon cette étude, les affaires à l'exportation sur le marché allemand ne paraissent pas d'une rentabilité telle qu'elle compense l'amélioration actuelle des marges bénéficiaires françaises.

COMMERCE FRANCO-ALLEMAND : DÉFICIT AGGRAVÉ DEPUIS AVRIL



LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

(Suite de la page 9.)

Si cette progression est spectaculaire, il faut cependant rappeler que selon les dernières statistiques (1975), 470 403 entreprises étaient soumises au régime d'imposition en fonction du bénéfice réel. Les faillites ne touchaient donc, au plus fort de la crise, que 3,2 % des firmes françaises d'importance. La crise a eu, il est vrai, d'autres effets, en dégradant la situation financière de la plupart des entreprises et en accélérant les fusions et les rapprochements dans de nombreux secteurs.

Seconde remarque : le pire est-il passé ? Pour les petites entreprises, il semble que l'on puisse répondre par l'affirmative. Durement touchées au début de la crise, elles offrent maintenant une meilleure résistance, leur taux de disparition étant en passe de retrouver son niveau de 1973. En revanche, les grandes entreprises, qui avaient bien sûr tenu le choc, apparaissent plus menacées, le risque de défaillance étant actuellement pour elles deux fois plus élevé qu'en 1973. Entre les deux, les moyennes entreprises apparaissent finalement comme les plus vulnérables.

La chute des capitaux engagés dans les créations d'entreprises confirme d'ailleurs que, si l'on ne manque pas d'entrepreneurs, les bailleurs de fonds se font plus rares, ce qui ne saurait étonner en un moment où le ralentissement des investissements constitue l'un des problèmes les plus préoccupants de la rentrée.

Les mesures gouvernementales arrê-

tées en mars dernier pour favoriser les naissances de firmes amèneront-elles un retournement de tendance ? L'aide gouvernementale est réelle. Mais c'est

probablement l'évolution de la conjoncture, ici comme pour les investisse-

ments, qui jouera le rôle déterminant.

Ph. L.

L'évolution des disparitions d'entreprises

	Industries	Commerces	Services	TOTAL
1973. — 3 ^e trimestre (1)	929	858	628	2 415
4 ^e trimestre (1)	803	783	594	2 180
1 ^{er} trimestre (1)	762	694	441	1 897
1974. — 1 ^{er} trimestre	1 587	1 484	913	3 984
2 ^e trimestre	1 090	1 083	653	2 826
3 ^e trimestre	1 041	924	671	2 636
4 ^e trimestre	1 103	978	711	2 792
1975. — 1 ^{er} trimestre	1 807	1 442	1 033	4 282
2 ^e trimestre	1 675	1 287	987	3 949
3 ^e trimestre	1 458	1 093	859	3 410
4 ^e trimestre	1 472	1 072	946	3 490
1976. — 1 ^{er} trimestre	1 449	1 086	811	3 346
2 ^e trimestre	1 283	928	711	2 922

(1) Chiffres estimés.

Moins d'entreprises nouvelles à capital important

Tranches de capital	Nombre d'entreprises nouvelles		En % du total des firmes nouvelles		Variation en 1975
	1974	1975	1974	1975	
Pas de capital ou capital non indiqué	5 334	6 286	48,4 %	54,2 %	+ 15 %
De 1 à 20 000 F	3 540	2 349	31,8 %	23,2 %	- 5 %
De 20 000 à 50 000 F	761	704	6,8 %	6,7 %	-
De 50 000 à 100 000 F	828	696	7,4 %	6,1 %	- 16 %
De 100 000 à 200 000 F	284	189	2,4 %	1,6 %	- 28 %
De 200 000 à 500 000 F	153	105	1,4 %	1,2 %	- 21 %
De 500 000 à 1 500 000 F	76	39	0,7 %	0,5 %	- 22 %
> 1 500 000 F	164	50	1,5 %	0,4 %	- 32 %
Total	11 142	11 460	100 %	100 %	+ 2,9 %

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE DU ZATRE

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OFFICE DES ROUTES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office des Routes lance un appel d'offres international pour la fourniture de machines-outils, outillage et équipement divers. La fourniture comprendra 12 lots différents :

- LOT 1 : 6 tracteurs universels avec accessoires.
- LOT 2 : 3 rectifieuses à monter sur tour de tour ; 3 tours parallèles.
- LOT 3 : 3 rectifieuses.
- LOT 4 : 7 meuleuses.
- LOT 5 : 1 banc d'essai pour équipement électrique.
- LOT 6 : 3 bancs d'essai Diesel.
- LOT 7 : 12 crans roulants, 8 presses, 3 compresseurs d'air, 1 pileuse.
- LOT 8 : Machines et appareils de garage.
- LOT 9 : Appareils et matériel électriques.
- LOT 10 : Appareils et matériel de soudure.
- LOT 11 : Appareils de mesure.
- LOT 12 : 2 perceuses et 1 scie mécanique.

Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu :

- auprès de la Direction Générale de l'Office des Routes, Boîte Postale n° 10.890, à Kinshasa 1 (bâtiment situé avenue de l'Indépendance, à Kinshasa-Gombe), contre paiement d'une somme de 20 (vingt) salaires ou versement de la même somme au compte n° 98.727/25 ouvert au nom de l'Office des Routes, Direction Générale, auprès de la Banque Commerciale Zairoise à Kinshasa.
- auprès de l'Union Mondiale O.R.T. 1-3, rue de Varembe, 1211 - Genève 20 (Suisse), contre paiement d'une somme de 60 (quarante) dollars U.S. ou contre sa contre-valeur en francs suisses ou par versement de la même somme au compte n° 151.842/4 ouvert au nom de l'Union Mondiale O.R.T. auprès de la Société de Banque Suisse, 2, rue de la Confédération, 1200 Genève (Suisse).

L'ouverture des soumissions aura lieu à Kinshasa le 15 octobre 1976, à 10 heures précises, à l'adresse de l'Office des Routes mentionnée.

Le marché est réservé aux pays membres de la Banque Mondiale ou à la Suisse.

OFFICE DES ROUTES.

UN CONCOURS

réservé aux
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AGÉS DE 21 A 26 ANS

et libérés de leurs obligations militaires

aura lieu le mercredi 6 octobre 1976
pour le recrutement d'

INSPECTEURS

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renseignements et inscriptions :

écrire avec curriculum vitae détaillé au

SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

2, rue Edouard-VII, PARIS (9^e).

Les dossiers d'inscription devront avoir été constitués
avant le 15 septembre 1976.

RIDEAUX VOILAGES
Marcel SELCER
Maître Artisan Tapisserie.
1, Impasse Druirot
Paris-12 628.35.30

مكتبة الامم المتحدة

Bibliographie

« SALAIRE AUX PIÈCES », DE MIKLOS HARASZTI

Un témoignage impitoyable sur la vie des ouvriers dans une usine hongroise

« **E**tre salarié au rendement, qu'est-ce que c'est au juste ? », et surtout qu'est-ce que cela veut dire pour un ouvrier qui en principe a la chance de travailler dans un pays socialiste ? Dans un livre qui vient de paraître, *Salaires aux pièces*, et dont l'auteur est un Hongrois, M. Miklos Harashti, la réponse est brève, terrible, puisqu'elle démontre que l'ouvrier-camarade de l'Est subit autant que l'O.S. dans une entreprise capitaliste la dure loi des cadences et d'un salaire dont le montant dépend du nombre de pièces fabriquées.

« Je me transforme moi-même en machine emballée, vide de toute idée. Cela ne se manifeste pas tant dans cette disparition de toute espèce de sensations ou de sentiments, ni même dans le fait que mes idées fuient ; c'est surtout que, si jamais une idée ou un sentiment affleure à ma conscience, cela me dérange, m'ennuie, me met en colère, m'empêche de travailler, m'entraîne à l'arrêt. Et plus loin l'auteur ajoute : « Moi au dos, crampes dans les doigts, tous ces effets ridicules de mon travail je ne les sens pas, je n'y pense pas : je suis seulement que quelqu'un qui est moi les sent et y pense. »

L'auteur de ces lignes parle d'expérience. M. Miklos Harashti est un sociologue et un poète. Membre de l'Université pour activités dites subversives, il a travaillé dans plusieurs usines et notamment comme ouvrier spécialisé dans la fabrication de tracteurs Etelle rouge. C'est cette dernière expérience qu'il raconte, avec minutie et souvent avec talent, offrant ainsi aux Occidentaux, et, sans erreur, pour la première fois, un témoignage vivant et détaillé de la vie dans une usine d'un pays de l'Est.

M. Harashti raconte avec une grande précision la façon dont est appliqué le salaire au rendement et comment petit à petit il découvre que, finalement, « le salaire maximum avec un rendement de 100 % reste inférieur au salaire minimum présenté comme purement formel ». Il faut donc faire plus et toujours plus dans un climat de tension continuelle : « L'insécurité est la principale force du salaire au rendement. Elle nous pousse sans relâche. »

L'O.S. écrivain dépeint aussi avec talent les relations entre ouvriers, maîtrise et délégués, déchirant la voile pudique qui nous cachait la vie réelle dans les ateliers.

Le contremaître ? « Tout le monde est dans sa dépendance personnelle... (La) concurrence fait rage (entre ouvriers) sur tous les terrains où la décision du contremaître en chef est déterminante : congés, compléments de salaire, primes, récompenses... Les chronos ? On les raconte rarement et « une visite inattendue des chronos est

toujours mauvais signe ». Le délégué syndical ? « Dans les décisions qui concernent l'atelier, il n'a pas, en principe, à intervenir. Cela n'empêche pas qu'il ait des décisions figure la signature du syndicat. » Et M. Harashti, grinçant, ajoute, à propos du délégué d'atelier : « On le tient plutôt pour une marionnette, un fantôme. » A l'Etelle rouge, le rôle de l'ouvrier est de pouvoir fabriquer en cachette, sans la contrainte des cadences, un objet inutile, mais uniquement pour lui : c'est la « perruque ». Et de rêver à une sorte de grand soir qui annoncerait le règne de la « grande perruque » et ferait redécouvrir « l'utilité réelle de l'effort ».

Témoignage impitoyable, certes. L'auteur, taxé naguère de « marxisme », n'a pas pu publier son livre en Hongrie. Ses manuscrits ont été saisis et il a été condamné, le 12 mai 1974, à « une peine de huit mois de prison avec sursis ». Aujourd'hui, il vit toujours à Budapest, sans travail, sous la menace d'une perquisition ou d'une application de la peine. Il vit... de traductions, et dans une pseudo-liberté. Le livre, en annexes, consacre plusieurs pages au procès.

Pour les juges qui ont condamné M. Harashti, l'auteur a « déformé consciemment » la réalité et a commis un « délit d'incitation à la subversion ».

« Il convient, a déclaré le procureur, de condamner avec la plus grande vigueur ceux qui, sous prétexte de liberté, commencent consciemment les institutions. » Et l'auteur, qui s'étonne qu'aucune preuve, aucune expertise, n'ait été apportée pour démontrer qu'il mentait, se contente d'affirmer : « J'ai simplement raconté ce que j'ai vu. J'ai certes critiqué le salaire au rendement, mais ce n'est pas une institution fondamentale du socialisme. Ce n'est même pas une institution socialiste du tout. »

« *Salaires aux pièces. Ouvrier dans un pays socialiste*, Miklos Harashti. Collection « Combats », aux Editions du Seuil. Prix : 27 F.

Les chercheurs de terre

(Suite de la page 9.)

Modernisation des techniques, flambée des prix fonciers, qui, depuis, n'ont jamais diminué. Les Gascons n'aiment pas le ton gouailleux de certains qui veulent leur apprendre à travailler leur terre, cette terre qui « aurait dû rester aux mains des fils de Gascons », comme on n'hésite pas à le chuchoter...

Le dernier des « plebs-noirs » arrivés en 1965 — il faut rouler plusieurs kilomètres sur un chemin pierreux, balayé par des bouffées d'odeurs chaudes, pour atteindre sa ferme. Grande bâtisse blanche à la chaux, qui tranche sur l'argile ocre des habitations gasconnes ; puis les hangars et les étables. L'ensemble ne respire pas l'opulence des demeures des grandes familles de rapatriés, établies depuis 1962 sur les terres les plus fertiles du Gers, aux environs de L'Isle-Jourdain.

Dans ces propriétés de plusieurs centaines d'hectares, la culture est intensive, hautement mécanisée. Mais beaucoup de répétitions sont répétées, ayant un trop grand, ou trop dépayssé... On présente « la vie facile de la ville, où ils pouvaient continuer à faire travailler les autres », disent les mauvaises langues de Samatan. Dans le canton, deux seulement sur sept des « plebs-noirs » arrivés en 1962 sont restés.

Le dernier, arrivé lui en 1965, ne partira jamais. « C'est mon métier de cultiver la terre, je me défendrai jusqu'à en crever pour la garder », dit-il. Né à Tiarat, la porte du désert, il a vu son père accéder à la propriété lorsque le gouvernement français lança les concessions de mise en valeur du Sahara.

De l'élevage des moutons transhumants en Algérie, il est passé aujourd'hui à la traite des vaches. « La France avait besoin de lait », ricane-t-il. Le lait ayant « mal tourné », il a monté un élevage de vaches « en batterie » — abandonné à son tour lorsque la polyculture rapporta. — mais repris voici trois ans. Le revenu de l'exploitation n'a, depuis, pas augmenté d'un centime. Les échéances du Crédit agricole seront difficiles à assurer cette année, avec la sécheresse.

En dix ans, ces « plebs-noirs » se sont fait quelques rares amis, migrants comme eux, qu'ils ont connus par l'intermédiaire des

enfants devenus lyonnais. Jusque-là ils ne voyaient personne. Leur goût très méditerranéen des loisirs souffre toujours d'une certaine méfiance. Ils n'hésitent pas à aller au cinéma, à inviter des amis, à prendre des vacances. Ce temps au travail paraît suspect à la vieille garde gasconne, même si les uns et les autres font autant d'heures de travail. Ce n'est pas simple. Comme l'explique un habitant de Samatan : « Imaginez de mettre ensemble la chape et le tournoi... Cela continue aujourd'hui avec l'installation des hippies... »

Venus de la ville à la recherche de logis et d'argent bon marché, ils ont été « étreignés par l'atmosphère touristique, sans calculer ce qu'ils pourraient tirer de la terre ». Ainsin les voit, sarcastique, l'assureur-agriculteur du canton, où une dizaine se sont installés voici trois ans. Leur hameau est perché sur un col de l'Isle, à perte de vue, on aperçoit les petites vallées du Gers.

Entourés de voisins âgés — les jeunes sont eux, partis travailler en ville, — les dix « communautaires » cohabitent avec plus ou moins de bonheur. Un travail à temps pour chacun, des tâches bien réparties — entretien du troupeau de chèvres, fabrication du fromage, commercialisation, telles étaient les conventions initiales. Trois ans ont suffi pour atteindre une production de soixante-dix fromages par jour, écoulée dans les grandes surfaces de la région ou les restaurants locaux. Le troupeau comporte à présent cinquante chèvres. « En vivre, c'est possible. Encore faut-il s'en occuper avec soin. »

Aujourd'hui, les relations internes frisent parfois la rupture. Pourtant, les « communautaires » paraissent bien décidés à rester. Quatre personnes prennent soin de l'exploitation, qui nourrit l'ensemble de la communauté. La question est au centre des regards qui circulent au village : d'où tirent-ils leurs revenus ?

Il a fallu en fait trouver des ressources d'appoint : cueillettes, vendanges, quelques heures d'enseignement, selon l'époque. L'intégration au monde rural ? Le mot fait rire certains des « hippies », comme on les appelle ici. Le but pour les « communautaires » n'est pas toujours là ; la plupart ont fui la ville pour vivre de nouveaux rapports, casser le cycle « travailler pour consommer », et non pas vivre exclusive-

ment « de » la campagne, même si tous ont appris à travailler de leurs mains.

Pour Joseph, s'adapter à l'effort physique nécessaire au travail de la terre n'a pas été facile, mais il a beaucoup appris. « Les agriculteurs nous reprochent de ne pas vivre de la terre. N'est-ce pas un non-sens ? Eux-mêmes, sont déjà entrés en agonie. La campagne ne nourrit plus les gens. Seule la transformation rapporte », constate-t-il, après trois ans de vie ici.

A quelques kilomètres de là, Bernard s'est installé voici quatre ans avec sa femme et ses trois enfants. Ex-désinfectant dans la banlieue parisienne, il vit avec bonheur en situation de quasi-auto-suffisance, fabriquant tout, n'achetant rien. Très vite, il est devenu l'ami de son voisin, un vieux maçon qu'il accompagne dans les foires des alentours. Ses enfants sont allés à l'école du village, puis l'ont quittée. Les instituteurs semblaient trop autoritaires, n'hésitant pas à distribuer quelques gifles, comme cela se faisait autrefois...

Les enfants vont à présent à l'école parallèle appliquant la méthode Freinet, située à 40 kilomètres de là. Certains parents ont demandé au maire de subventionner les frais de pension. La réponse a été sèche : un « non » catégorique. Comment accepter de laisser mourir l'école laïque, et avec elle le village, faute de candidats ?

Ces nouveaux migrants n'ont pas fait monter les prix ni introduit de nouvelles techniques de production. Ils restent en usage des modes de vie archaïques. Ce qu'ils apportent ? Un refus de la consommation, que les vieux comprennent plus facilement, semble-t-il, que les jeunes ruraux, pour qui ce choix est une négation insupportable de leurs propres conceptions.

Pourtant, quels que soient les hauts qu'engendre ainsi la vie quotidienne, la population autochtone accepte la présence de ces « bons sauvages », comme elle a accueilli hier, sans trop les intégrer, les vagues de jeunes qui les ont précédés.

Le Gers, c'est un peu l'auvergne espagnole. Elle abrite la coexistence pacifique des uns et des autres, dans un climat de douce psychosé, où chaque migration secoue un peu plus fort une civilisation paysanne qui s'accroche à ses valeurs...

DANIELLE ROUARD.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES

Construction de la phase VIII (A) de l'Université

Contrat pour le stockage d'eau, sa distribution et l'irrigation

Le « Tender Board » de l'Université invite les entrepreneurs internationaux et locaux de catégorie I standard désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Université d'Alfateh Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que des preuves justificatives que l'entrepreneur est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les entrepreneurs jugés aptes seront alors invités à soumissionner.

Le site des travaux proposés est celui de l'Université d'Alfateh Tripoli, Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km à l'est de Tripoli. Les travaux comprennent essentiellement :

- 1) Un château d'eau de haut niveau en béton armé et réservoir d'eau avec un réservoir de bas niveau en béton armé ;
- 2) Canalisations de distribution d'eau ;
- 3) Canalisations de distribution pour l'eau d'irrigation.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 10.000 (dix mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication. Elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
UNIVERSITÉ D'ALFATEH TRIPOLI.

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

OPERATION HOTELS AND TRAVEL WORLDWIDE
AVENUE DU MANE - RUE DU COMMANDEMENT MONTEPARNASSE 25 - PARIS

هكذا من العمل

L'heure du feu sacré

**Veillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
caractères d'imprimerie.**

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location-EXCLUSIVITES	28,00	30,35
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

Université van Amsterdam

A la Faculté de Théologie de l'Université d'Amsterdam est vacante la chaire de

Professeur (h/f.) en histoire du Christianisme et des dogmes chrétiens au 19e et 20e siècle.

De ce professeur, il est attendu qu'il/elle remplisse la fonction et l'influence de l'église, des groupes chrétiens et des penseurs individuels dans la totalité de la vie sociale dans laquelle le facteur économique-social est d'une grande importance; qu'il/elle prête attention à la confrontation du christianisme avec la révolution industrielle, avec le développement de la science et de la technique et leurs conséquences notamment pour la classe ouvrière.

Au domaine de la chaire appartiennent également les développements internes au judaïsme moderne et le christianisme non-occidental (pour ce dernier, un assistant vient d'être nommé).

De ce professeur, il est attendu qu'il/elle soit ouvert(e) à une approche comme dans le matérialisme historique et la critique de l'idéologie.

Sollicitations accompagnées d'un curriculum vitae et d'une bibliographie sont attendues jusqu'au 1er octobre 1976 par le secrétaire de la commission des nominations Mr. J. H. Sonderer, Jac. van Lennepkade 365 II, Amsterdam W., Pays-Bas, à qui peuvent aussi être demandées des informations supplémentaires.

MERLIN GERIN

Appareillages Equipements Electriques recherche pour sa Filiale Allemande

un INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé Grande Ecole à qui sera confié un poste d'ATTACHE AU DIRECTEUR DE LA SOCIETE Il sera chargé d'un nouveau bureau commercial dans une ville principale de la R.F.A.

Ce poste nécessite :
- des aptitudes très nettes aux tracasseries d'affaires
- une expérience dans le domaine de l'installation ou de l'exploitation de matériel électronique industriel.
La connaissance de la langue allemande est indispensable. La promotion d'un jeune cadre de haut potentiel est assurée à l'intérieur du Groupe.

Ecrire Service Recrutement (GDL) 83 X 38041 GRENOBLE CEDEX.

POUR HAMBURG

DESSINATEURS PERSPECTIVES

Mécanique Générale
Section Aéronautique
LIBRES 1er SEPTEMBRE

RÉDACTEURS TECHNIQUES

Pour catalogues mécanique générale, section aéronautique.
LIBRES 1er OCTOBRE

Ecrire E.L.P., 110, boulevard Gabriel-Peri, MALAKOFF

SCHWARTZ HAUTMONT

10, rue Louis-Terray
92096 RUEIL-MALMAISON
Cedex, recherche pour une durée de 2 ans

LE COMPTABLE

de son établissement en

ALGERIE

Etudes ou expérience professionnelle exigées.
Disponibles très rapidement.
Région CONSTANTINE

Adressez C.V. à SCHWARTZ HAUTMONT, département Export.

offres d'emploi

Paris

Responsable de l'Exportation Biens d'Equiptement

Société Industrielle - Télécommunications - très connue en métropole, nous souhaitons intensifier notre action à l'étranger.

A cet effet, nous recherchons un homme de métier - 32 ans minimum - ayant une expérience de la vente à l'exportation d'au moins 3 ans - biens d'équipement - connaissant parfaitement les procédures, très ouvert aux problèmes techniques (compléments de formation technique appréciés), parlant couramment l'anglais et ayant de bonnes connaissances d'espagnol.

Rattaché au Directeur Commercial, il participera à la définition de la politique d'exportation, il négociera et suivra les affaires avec l'assistance de techniciens spécialisés, il organisera, animera son service et développera le réseau d'agents.

Son champ d'action : le Moyen-Orient, le Bassin Méditerranéen, l'Afrique, ultérieurement l'Amérique du Sud. Prévoir déplacements fréquents, de courte durée.

Séle CEGOS Adressez lettre man. et CV détaillé sous réf. 71.385/M à R. VERDET - 546 CEGOS, 33 Quai Gallieni, 92153 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SÉGIMO PROMOTEUR-CONSTRUCTEUR

recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

BRETAGNE (réf. 801)
Chargé de participer à l'implantation et au développement régional de la Société, il devra assurer le montage et la gestion administrative, financière et commerciale de programmes immobiliers.
Niveau études supérieures.
Solide expérience exigée.
Liste de récid. Renseign. Disponible rapidement.

RESPONSABLES DE PROGRAMMES

MARSEILLE (réf. 802)
Chargés de la gestion administrative, financière et commerciale de programmes immobiliers.
Age : 30 ans minimum.
Niveau études supérieures.
Solide expérience exigée. Disponibles rapidement.

CHIEF DES VENTES

PARIS (réf. 803)
Chargé d'animer la force de vente existante, il devra pouvoir justifier d'une expérience positive de la vente de produits et de crédits immobiliers. Fixe + pourcentage. Disponible rapidement.

NÉGOCIATRICES

PARIS (réf. 804)
Solide expérience exigée. Fixe + pourcentage. Réponses à adresser, av. C.V. et photo (retournées), en rappelant référence indiquée ci-dessus : 28, avenue de Messine - 75008 PARIS.

RANK XEROX

Société Multinationale leader dans sa branche recherche pour ses services informatiques un

INGENIEUR INFORMATIEN DE SUPPORT TECHNIQUE

Il aura :
- à assister techniquement le personnel de réalisation et de conception.
- à assurer les formations complémentaires jugées utiles.
- à mettre en place les procédures d'utilisation de nouveaux produits logiciels.

Compte tenu de l'environnement IBM 370/158 OS-VS 2, il est souhaitable que le candidat ait de bonnes notions en ce qui concerne les bases de données (IMS) et/ou le Télétraitement (T/M).

Merci d'écrire à Catherine RICAUME s/réf. C14 à l'adresse suivante : Service Recrutement RANK XEROX, 93600 AULNAY S/BOIS

IMPORTANT STÉ D'ENGINEERING - CLICHY

recherche

DESSINATEURS EN TUYAUTERIE

DETAILLANT A PROJETEUR II

Disponibles sous brefs délais

Ecrire sous n° 33.310 à SOFREGAZ, 98, boulevard Victor-Ruge - 92115 CLICHY.

DAF

DAF FRANCE recherche pour son

Service Homologations un

COLLABORATEUR TECHNIQUE

niveau E.T.A.C.A. ou équivalent

possibilités de promotion

Adressez candidature à

DAF FRANCE Dept du Personnel

95470 SURVILLIERS

SOCETEC

Bureau d'Engineering proche LA DEFENSE (pétrole, off sites, installation d'usine)

recherche :

TECHNICIENS niveau B.T.S.

Age 30 ans minimum - Anglais lu et parlé

souhaités pour emplois suivants :

2 DESSINATEURS-PROJECTEURS ELECTRICITE

1 spécialiste schémas

1 spécialiste installations

1 DESSINATEUR-PROJECTEUR

spécialisé instrumentation

1 DESSINATEUR ETUDES I

expérimenté tuyauteries

1 DESSINATEUR-PROJECTEUR

Génie civil - Bâtiments et ouvrages Industriels - V.R.D.

2 AGENTS TECHNICO-COMM.

expérimentés matériels mécaniques (machines tournantes, chaudronnerie, robinetterie, etc.) pour établissements Marchés (A.O. commissions commandes) et suivis en usine.

Sortir avec curricula vitae et présentations à SOCETEC, 5, rue Chante-Cocq, 92800 PUTEAUX.

HONEYWELL S.A.

recherche

RESPONSABLE DE VENTE VANNES DE CONTROLE

INGENIEUR expérimenté ayant fait preuve de réussite dans la vente des vannes de contrôle.

Basé à Paris, il aura la responsabilité de la vente des vannes sur le territoire français et l'opportunité avec tout le support technique nécessaire de développer cette implantation.

La coordination des ventes sur les projets importants à l'exportation fera partie également de sa fonction.

Ce poste doit convenir à un Ingénieur Grande Ecole habitué aux négociations à haut niveau. Salaire attractif. Volume de fonction fourni. Connaissance de l'anglais indispensable.

Adressez C.V. sous réf. M.O. à HONEYWELL, Direction du Personnel - 1, avenue Ampère, 92000 BOULOGNE-BILLANCOURT.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche

pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 4000 K.

- UN 370/158 - 3000 K.

- 450 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 10.999 01)

Service du Personnel,

Tour Franklin, Cédex 11

92081-Paris-La Défense.

GIE

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

LEADER DU REVETEMENT MURAL

Nous créons, fabriquons et vendons papier-peint-tissus adhésif...

VOUS ETES LE

DIRECTEUR COMMERCIAL

que nous recherchons pour la BRETAGNE, la LORRAINE ou la PROVENCE.

QUI :

- développera le C.A. et la rentabilité de son secteur (10-15 départements);

- animera et contrôlera les équipes de vente;

- négociera les contrats importants.

Agés de 32 ans minimum, les candidats seront de préférence diplômés HEC-ESSEC-SUP. de CO...

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo sous référence 10.997 à HAVAS CONTACT 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE A STRASBOURG

développant une nouvelle génération de produits électroniques à commande informatique

recherche

UN INGENIEUR COMMERCIAL

Le titulaire de cette fonction sera chargé d'étudier les structures et les moyens à mettre en place pour la diffusion de ces nouveaux produits dans un réseau important d'installateurs. Il devra posséder une expérience en gestion commerciale et Marketing pour proposer à la direction commerciale à laquelle il sera directement rattaché les actions à entreprendre.

Une formation technique dans la spécialité est souhaitable.

Envoyer curriculum vitae et présentations sous n° 133 HAVAS STRASBOURG, qui transmettra.

LOGARX Informations

DIRECTION REGIONALE de l'EST

recherche pour une de ses agences dans le cadre de son Service Local

ANALYSTE CONFIRME

ayant un minimum de 3 ans d'expérience dans l'analyse des problèmes de gestion.

Adressez C.V. et présentations : Société LOGARX, 32, allée de La Roboraison, 67000 STRASBOURG.

LABOR. PHARM. en progression

recherche :

DELEGUES MEDICAUX

Préférence expérience importante

1) Résidence Amiens pour prospection Alsace, Oise, Somme.

2) Résidence Nancy ou Metz pour prospect. Ardennes, Marne, M et Moselle, Meuse, Moselle.

3) Résidence Rouen ou Caen pour prospect. Calvados, Eure, Orne, Seine-Maritime.

4) Résidence Marseille ou Montpellier pour prospect. Aude, Gers, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.

5) Résidence Toulouse pour prospect. Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Orientales, Haute-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne.

6) Rés. Poitiers ou Limoges ou Clermont-Ferrand, Corrèze, Creuse, Dordogne, Indre, Vendée, Vienne, Vienne.

7) poste chef départ. physique. Poste à temps partiel. Adr. C.V. et photo à Gauthier, 25, r. Rodier, 75009 PARIS, 2883 qui transmet.

IMPORTANTE COOPERATIVE AGRICOLE

recherche :

DIRECTEUR

- Formation supérieure

- Expérience de la distribution

- 35 ans minimum

- Disponible rapidement.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations s/réf. 7.340 à Le Monde, Pub. 5, r. des Italiens, 75421 Paris-P.

E.L.S.A.E. - Supplément - 1er octobre 76 professeur physique adjoint appelé à prendre oct. 77 poste chef départ. physique. Formation souhaitée : diplôme Ingénieur G.E. suivi format. complément. physique fondamentale avec bonne connaissance des aspects modernes physique. Références exigées. Candidat et C.V. à Dr. adjoint ENSAE, B.P. 4022, 31055 Toulouse Cedex.

Ecr. JD/312, HAVAS S.P. 907 76009 ROUEN Cedex.

DIEPPE

ENTREPRISE T.P.

RECHERCHE

CADRE COMPTABLE

Mission :

- Animation et contrôle du service comptable (comptabilité générale, analytique, budgétaire)

- Responsabilité des traitements informatiques des données sur ordinateur BURROUGHS 8 700

Profil :

- 30 ans minimum

- Niveau E.S.C. D.E.C.S.

- Grande expérience comptable

Ecr. JD/312, HAVAS S.P. 907 76009 ROUEN Cedex.

RESPONSABLE ADMINISTRATION COMMERCIALE

SVP. 1.1.1

UN COLLABORATEUR

INGENIEUR MECANIQUE

ATTACHES COMMERCIAUX CONFIRMES

COMPTABLE CONFIRME

EMPLOYES TRÈS QUALIFIES

هنا نزل

هكذا من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

Constructeur d'équipements automobiles leader de sa spécialité

RESPONSABLE ADMINISTRATION COMMERCIALE

Pour repartition et suivi des procédures auprès des clients et de la force de vente.

32 ans minimum. Ecole supérieure de commerce ou équivalente. Expérience dans le secteur automobile et connaissance des procédures administratives.

Toutes informations sur cette offre sont données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h15-12h30-14h30-18h30.

Information Carrière SVP 11.11

81 rue de Valenciennes, 75011 Paris.

VOUS avez plus de 25 ans, VOUS n'avez pas de préjugés contre l'assurance, MAIS vous estimez que les contrats doivent être souscrits et présentés honnêtement.

Nous sommes la plus importante Société française de conseil et de courtage en assurance de personnes. Nous recherchons plusieurs

CONSEILLERS COMMERCIAUX

pour PARIS et METROPOLE REGIONALE

Rémunération : 42.000 F/AN +, après période de formation reposant sur des méthodes pédagogiques originales.

Age C.V. et 10. R1/23A/M à FRANCE ASSURANCE CONSEIL, 105, rue La Fayette, 75001 PARIS.

MATRA

Secteur Militaire recherche

INGENIEURS GRANDE ECOLE

Ayant 2 à 3 années d'expérience dans les circuits numériques, l'utilisation d'appareils programmables et des calculateurs.

Pour étude et développement d'équipements de tests automatisés.

Anglais parlé.

Adresser C.V. et présentations sous référence NK 160

MATRA

à Monsieur KOFMAN BP 3 - 78140 VELIZY

SECTEUR TERTIAIRE

ORGANISME LEADER DANS SA BRANCHE

RECHERCHE POUR PARIS

UN COLLABORATEUR

CADRE DE BON NIVEAU

QUI DEVIENDRA :

- Assurer les responsabilités d'un important service de gestion interne administrative et matérielle.
- Le Candidat retenu, dont la disponibilité immédiate est souhaitée, devra :
- Être de formation supérieure ;
- Posséder l'habitude du commandement ;
- Avoir nécessairement une expérience de plusieurs années des problèmes administratifs et matériels ;
- Connaître les problèmes généraux du bâtiment et de l'entretien ;
- Être un sens aigu des contacts humains à tous niveaux.

Nombreux avantages sociaux.

Env. C.V., présent, et photo SOUS REF. n° 642, à FBO MULHENS, 47, r. des Tournelles, 75005 PARIS, qui transmettra.

RENAULT ENGINEERING

COORDINATEUR DE PROJET

INGENIERIE MECANIQUE

Nous recherchons un homme d'envergure pour nous aider à structurer l'évolution d'un système complexe. C'est un

INGENIEUR MECANICIEN

(DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE - AM - ECP - ENSI) - Age minimum : 30 ans

Nous lui offrons un poste clé au sein d'une équipe jeune. Nous souhaitons bien sûr qu'il ait une expérience de l'ingénierie ou du bureau d'études, acquise dans l'industrie métallurgique, nucléaire, spatiale, ou le chantier naval. Mais nous comptons surtout sur ses qualités personnelles :

Expérience méthodique et précise et Capacité de synthèse et Aptitude à encadrer et à promouvoir des méthodes originales.

Le poste est à pourvoir d'URGENCE à :

SAINT-QUENTIN-EN-YVELLINES

Adresser candidature à la S.E.R.I. B.P. 19, 2, av. du Vieux Etang

S.E.R.I.

RENAULT ENGINEERING 78390 BOIS D'ARCY

IMPORTANT CONSTRUCTEUR

BIENS D'EQUIPEMENTS TELEPHONIQUES

recherche pour PARIS

ATTACHÉS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Vous vendez des biens industriels depuis 2 ans minimum.

Nous vous offrons :

- Des produits de qualité à distribuer sur un marché demandeur ;
- Une rémunération attractive en partie liée aux résultats.

Postes d'avenir pour candidats accrocheurs et décidés à réussir.

Envoyer C.V., photo et présentations sous n° 7013 à

COFAP

20, rue de Chabrol 75010 Paris 10

IMPORTANTE ENTREPRISE

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son SIÈGE SOCIAL BANLIEUE SUD DE PARIS

COMPTABLE confirmé

Formation exigée : E.S.C. option finance comptabilité ou D.E.C.S.

Ecrire avec curriculaire et photo sous n° 7031 à CONTESSÉ Pub. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

GROUPE BANCAIRE PRIVE, se développant

recherche

GRADÉ

ET

EMPLOYÉS TRÈS QUALIFIÉS

Ayant de solides connaissances des opérations avec l'ÉTRANGER

Expérience de plusieurs années.

Envoyer C.V., présentations et photo à n° 7103, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, q. tr.

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

recherche

pour département traitement des effluents

UN INGÉNIEUR

Projet, confirmé, ayant minimum 5 ans expérience Engineering, pétrolier ou chimique. Age 32 ans minimum, poste d'avenir, bien rémunéré.

Adresser C.V. et présentations sous n° 7321 B, 17, rue Labat - 94300 VINCENNES, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE TRANSMISSIONS

TECHNIQUE

recherche pour SERVICE ESSAIS :

JEUNE AGENT TECHNIQUE

Formation S.T.

(candidatures examinées début septembre).

Adresser C.V. et photo, Direction du Personnel, S.I.T., 2228 LEVALLOIS.

CREDIT HOTELIER

COMPTABLE INDUSTRIEL. Spécialisé dans le financement des investissements des P.M.E. Recherche pour les régions suivantes : JARVIS, LILLE, NANTES.

Jeunes ATTACHÉS COMMERCIAUX

Ayant un DUT ou BTS Finance Comptabilité, gestion ou équivalent. Apte de contacts entre les entreprises et nos services financiers.

Nous assurons votre formation technique (études d'opportunités et analyses financières) pour dialoguer avec chefs d'entreprises et banquiers.

Pour les V.L. indésistables. Libérés obligations militaires.

Env. C.V. avec photo en précisant la région souhaitée et le service de Personnel, sous référence D.C. 78, r. d'Alsace, 75001 Paris-15.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour AFRIQUE NOIRE

JEUNES DIPLOMÉS

recherche pour AFRIQUE NOIRE

Langue anglaise souhaitée

Situation intéressante Perspectives d'avenir après formation

Libres rapidement

Adresser C.V. et présentations sous n° 7149 CONTESSÉ Pub. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

1 PERSONNE QUALIFIÉE

pour Service Évaluation. Libre début septembre. Tél. 807-71-30.

Société Transports, spécialisée

groupe

AGENT COMMERCIAL

pour Agence Parisienne. Situation d'avenir dans société prospère. Tél. : 807-71-30.

Ap. de Voyages recrute Agent de Comptoir Confirmé Paris, Banl. Sud et Ouest. Env. C.V. à Monsieur Veyrier, 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

BUREAU VERITAS

recherche

UN CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

35 ans minimum

pour une chaîne de personnes, calculs de résistance de matériaux appliqués.

Bonnes connaissances techniques et de gestion, maîtrise de l'anglais, français et anglais, maîtrise de l'anglais, français et anglais, maîtrise de l'anglais, français et anglais.

Capacité à mener un groupe de travail.

Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET.

Ecrire avec C.V. et présentations, sous référence n° 141, 3, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE TRANSMISSIONS

TECHNIQUE

recherche pour SERVICE ÉTUDES :

JEUNE INGÉNIEUR

recherche pour SERVICE ÉTUDES :

Formation exigée : E.S.C. option finance comptabilité ou D.E.C.S.

(candidatures examinées début septembre).

Adresser C.V. et présentations, sous référence n° 7321 B, 17, rue Labat - 94300 VINCENNES, qui transmettra.

secrétaires

Importante Société de réassurance.

Près Saint-Lezard pratiquant horaires mobiles 38 h 45 en 5 jours recherche

secrétaire traductrice trilingue

Langue maternelle anglaise souhaitée. Excellentes connaissances de l'italien et du français. Solaires 3250 à 3750 F/mois X 13,5 après période d'essai de 3 mois. Restaurant d'entreprise. Réponses assurées à toute lettre man. + CV + photo + rém. adressée à réf. AJ 5052 à Mme Greff.

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

DIRECTEUR GENERAL

recherche pour Agence de Publicité.

Candidate devra pouvoir travailler de la correspondance française et anglaise à partir de bandes magnétiques. Bonne connaissance des personnes et des affaires. Perfectionnement des anglais et connaissance maitrise publicitaire. Ambiance de travail agréable. Bureau à la Défense.

Tel. 78-45-21 p. 40-41 pour R.V.

secrétaires

PARITARIQUE

possèdent son B.T.S.S. ou diplôme E.S.C. ou équivalent au moins 5 années de pratique de la direction.

LA DACTYLO

recherche pour Agence de Publicité.

Adresser C.V. et photo à : M. HVERT, B.P. 301, Paris-19

EL. SCOLAIRE RUEIL, rech. :

secrétaires des études

ayant exp. et cult. générale. Stages 3 à 6 et 9 septembre 1976.

Paris - Région Parisienne - Province.

Rechercher : DACTYLO-FACTOIRE expérimentée pour service comptabilité. Ambiance jeune et vivante. Normes élevées. Les de travail : École Supérieure de Commerce, 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris. M.G.F. et rue Pictet, Paris-19.

représentation offres

MOREAU S.A.

Dans le cadre de l'expansion rapide de sa division

BALANCES ELECTRONIQUES

recherche

REPRESENTANTS VENDEURS CONFIRMÉS

Hommes de terrain, dévoués, forte rémunération. Stages les 3 et 9 septembre 1976.

Secteur à pourvoir : Paris - Région Parisienne - Province.

Rechercher : MOREAU S.A., 82, rue Camille-Desmoulins, 94300 VINCENNES, ou téléphoner au 803-43-19 pour rendez-vous.

propos. com. capitaux

Difficultés financières, dettes : M. B. Tél. 357-44-55.

La formation gén. av. ou sp. capit. opération sans risque. Lonsdale 225-71-19.

cours et leçons

Matiez au point votre ANGLAIS différentes solutions personnelles. Soins intensifs et cours particuliers et petits gr. par prof. de l'enseignement de l'anglais. M. GALLI, Tél. : 346-11-52.

Franc. orth. allem. par sp. de cours ratrapage. 250-77-19.

travail à domicile

Dactylographe impeccable de vos lettres, vos notes, etc. Event. rev. 214, 925-01-32.

demandes d'emploi

Prof. d'allemand, 29 a., cherche post., rentrée Paris, 35 ou 32. Ser. n° 238 à la Mairie de Paris, 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

POUR TROUVER UN EMPLOI

La CIDEM (Centre d'information de l'emploi) vous propose GUIDE COMPLET (221 pages).

Le C.V. : rédaction avec exemples, erreurs à éviter.

- La composition et ses règles.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « c » et les « techniques ».
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bons résumés aux tests.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, ser. CIDEM, 6, sq. Montigny, 75 Le Chesnay, ESPAGNOL 27 ans, possédant équivalence BTS mécanique générale, cherche emploi urgent : Paris, banlieue. Ecrire : PRADRES, 91, av. République, 94300 CHAMPIGNY.

J.H. 27 a., lic. droit privé, libre de suite, ch. emploi stable, réf. 2.899, « la Mairie » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

J.H. 27 a., lic. droit privé, libre de suite, ch. emploi stable, réf. 2.899, « la Mairie » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

J.H. 27 a., lic. droit privé, libre de suite, ch. emploi stable, réf. 2.899, « la Mairie » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

J.H. 27 a., lic. droit privé, libre de suite, ch. emploi stable, réf. 2.899, « la Mairie » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

DIETETICIEN FINANCIER ET ADMINISTRATIF

41 ans, dipl. I.C.C., généraliste direction, spécialiste comptab. Offre à entreprises :

- Efficacité, compétence, créativité, adaptabilité ;
- Expérience confirmée, sérieux, rigueur et esprit d'équipe ;
- Disponibilité immédiate ;
- Proposé prise en charge :
- Gestion administrative ;
- Analyse des coûts ;
- Gestion de gestion ;
- Organisation générale ;
- Gestion du personnel ;
- Avec réelles responsabilités ;
- Initiatives fonctionnelles ;
- Région indifférente France.

Env. n° 2391, « la Mairie » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

représent. demande

Représentant 15 ans expérience vente haut standing cherche situation stable rue Poisson-Chaumont. Rémunération : Frais ou fixe + Commission.

Env. n° 6210, « la Mairie » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

autos-vente

604 de direct. Auton. 1700 cc, 1200 cc, 1300 cc, 1500 cc, 1700 cc, 1900 cc, 2000 cc, 2200 cc, 2400 cc, 2600 cc, 2800 cc, 3000 cc, 3200 cc, 3400 cc, 3600 cc, 3800 cc, 4000 cc, 4200 cc, 4400 cc, 4600 cc, 4800 cc, 5000 cc, 5200 cc, 5400 cc, 5600 cc, 5800 cc, 6000 cc, 6200 cc, 6400 cc, 6600 cc, 6800 cc, 7000 cc, 7200 cc, 7400 cc, 7600 cc, 7800 cc, 8000 cc, 8200 cc, 8400 cc, 8600 cc, 8800 cc, 9000 cc, 9200 cc, 9400 cc, 9600 cc, 9800 cc, 10000 cc.

FORD 17 M

1700 cc, 1200 cc, 1300 cc, 1500 cc, 1700 cc, 1900 cc, 2000 cc, 2200 cc, 2400 cc, 2600 cc, 2800 cc, 3000 cc, 3200 cc, 3400 cc, 3600 cc, 3800 cc, 4000 cc, 4200 cc, 4400 cc, 4600 cc, 4800 cc, 5000 cc, 5200 cc, 5400 cc, 5600 cc, 5800 cc, 6000 cc, 6200 cc, 6400 cc, 6600 cc, 6800 cc, 7000 cc, 7200 cc, 7400 cc, 7600 cc, 7800 cc, 8000 cc, 8200 cc, 8400 cc, 8600 cc, 8800 cc, 9000 cc, 9200 cc, 9400 cc, 9600 cc, 9800 cc, 10000 cc.

L'immobilier

appartem. vente

Paris Rive gauche

N° BAC, bd SAINT-GERMAIN 5/6 p, 170 m², 2 bns, 2 W.C., 2 closets, serv. Priv. Idéal. 500.000 F. 357-45-10.

Près Champ-de-Mars, rue calme et tranquille, 3 ét. imm. à de taille, époque 1900, 155 m², 5 p., douch. de bain, ven. par propriétaire. 355-05-01.

V° rue de la Chapelle 170 m², 2 bns, 2 W.C., 2 closets, serv. Priv. Idéal. 500.000 F. 357-45-10.

Très beaux immeubles XVII^e s. Rénovation intérieure. Propriétaire vend maintenant 2 et 3 ét. et DUPLEX entièrement am. Vieux, 170 m², 2 bns, 2 W.C., 2 closets, serv. Priv. Idéal. 500.000 F. 357-45-10.

170 m², 2 bns, 2 W.C., 2 closets, serv. Priv. Idéal. 500.000 F. 357-45-10.

appartements occupés

12^e VUE SUR LA SEINE

URGENT A SAISIR. Pénurie de 30 imm. rénovés, asc., en cours, 3 pièces. Téléphone : 357-02-84.

constructions neuves

PRIX NON REVISABLES

- 1^{er} SAINT-MICHEL - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 2nd JUIF MONTBAC - 2 pièces + terrasse. Livrables fin 76.
- 3rd RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 4th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 5th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 6th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 7th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 8th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 9th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 10th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 11th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 12th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 13th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 14th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 15th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 16th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 17th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 18th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 19th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 20th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 21th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 22th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 23th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 24th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 25th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 26th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 27th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 28th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 29th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 30th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 31th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 32th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 33th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 34th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 35th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 36th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 37th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 38th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 39th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 40th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 41th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 42th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 43th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 44th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 45th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 46th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 47th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 48th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 49th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 50th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 51th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 52th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 53th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 54th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 55th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 56th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 57th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 58th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 59th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 60th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 61th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 62th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 63th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 64th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 65th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 66th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 67th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 68th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 69th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 70th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 71th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 72th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 73th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 74th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 75th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 76th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 77th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 78th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 79th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 80th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 81th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 82th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 83th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 84th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 85th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 86th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 87th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 88th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 89th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 90th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 91th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 92th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 93th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 94th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 95th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 96th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 97th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 98th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 99th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.
- 100th RUE DE L'EGLISE - Studio, vraie cuisine 25,50 m². Bât. 5 pièces 50 m². Habitables fin 77.

Paris Rive droite

Près Place des Abbesses, 3 ét. imm. à de taille, époque 1900, 155 m², 5 p., douch. de bain, ven. par propriétaire. 355-05-01.

170 m², 2 bns, 2 W.C., 2 closets, serv. Priv. Idéal. 500.000 F. 357-45-10.</

FAITS DIVERS

Opérations anti-drogue dans plusieurs régions

Les saisies d'héroïne brune sont en augmentation sensible

Des opérations anti-drogue ont eu lieu dans plusieurs régions au cours des derniers jours. Dans la Jura, une centaine de personnes ont été interpellées le 20 août, vingt-cinq d'entre elles inculpées et quarante écrouées. Deux filières d'écoulement de drogue ont été découvertes, à cette occasion, dans la région de Lons-le-Saulnier assurant, l'une les approvisionnements en haschisch et l'autre, en drogues « dures » (héroïne, cocaïne, morphine, novocaïne) provenant du stock d'une pharmacie qui a fermé ses portes en 1968.

Vingt et un jeunes gens ont été appréhendés dans la nuit du 20 au 21 août dans deux campings d'Haute-Savoie (Pyrénées-Atlantiques) : 400 grammes de haschisch ont été saisis à cette occasion ; sept des personnes interpellées devaient être présentées au parquet de Bayonne.

A Nice, deux toxicomanes ont été arrêtés, le 20 août, et écroués après inculpation d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Ils étaient des adeptes du « brown sugar ».

Enfin, un serveur de restaurant de Draguignan et sa sœur, une mineure âgée de dix-sept ans, ont été arrêtés à Saint-Tropez, le 21 août, et on devait découvrir dans leur appartement plusieurs sachets d'héroïne et de haschisch achetés en Hollande par la jeune fille.

L'été marque traditionnelle-

ment une augmentation de la consommation de stupéfiants ou, tout au moins, une recrudescence de l'action de la police contre les usagers de drogue. Un peu oubliés depuis deux ans, le trafic n'en demeure pas moins important. Si les saisies d'héroïne blanche ont fortement décliné — 2.672 kilos l'an dernier, 411 grammes pendant le premier semestre de 1976 — celle d'héroïne brune (le « brown sugar », venant d'Extrême-Orient), beaucoup plus dangereuse que la précédente puisque d'une concentration pouvant atteindre 50 % contre 2 à 3 % pour la « blanche », ne cessent de croître : 73.668 kilos en 1975, 81.821 kilos pour les six premiers mois de cette année.

Le trafic de cannabis demeure important. En 1975, on a saisi 4.568 kilos de résine, 332 kilos d'herbe et 14 kilos de haschisch liquide, un concentré extrêmement puissant de ce narcotique. Au cours du premier semestre 1976, la police et la douane ont intercepté 1.872 kilos de résine, 58 kilos d'herbe et 100 grammes d'huile.

Les autres commerces demeurant marginaux : opium (12 kilos en 1975, 962 grammes pendant le premier semestre 1976), morphine (822 grammes, 783 grammes). Enfin, si 12.384 kilos de cocaïne ont été saisis l'an dernier, aucune quantité notable de cette substance n'a encore été trouvée cette année sur le territoire français.

Deux personnes sont arrêtées après les feux de forêts dans la Charente-Maritime et la Loire-Atlantique

L'incendie de la forêt de la Courbe, près de Royan (Charente-Maritime), qu'on avait cru maîtrisé aux premières heures du samedi 21 août (le Monde daté 22-23 août), a brutalement repris quelques heures plus tard et a continué à ravager pendant tout le week-end le massif forestier. Ce lundi matin 22 août à 2 heures, les responsables du dispositif de sécurité annonçaient toutefois qu'ils étaient parvenus à enrayer la progression du sinistre.

La veille, en fin d'après-midi, les gendarmes de La Tremblaye (Charente-Maritime) avaient interpellé dans la forêt de Palmyre, près d'un foyer naissant, un jeune homme vêtu, comme les sapeurs-pompiers d'une combinaison bleue et de bottes. Il a reconnu avoir allumé le feu près d'un feu de paille. Il a même avoué avoir allumé six autres foyers, mais comme il a, par la suite, constamment varié dans ses déclarations, les gendarmes se demandent s'ils n'ont pas affaire à un mythomane.

Cinq cents hommes, quatorze bulldozers et trois avions Canadair ont combattu pendant quarante-huit heures de sinistre qui a ravagé 1.600 hectares de bois. Si les dégâts, notamment sur les terrains de camping du littoral, sont moins importants qu'on pouvait le redouter, la situation a pris un tour dramatique, le 21 août en fin d'après-midi, lorsque, les flammes menaçant la station balnéaire de La Palmyre, à 15 kilomètres de Royan, certains quartiers de la localité ont dû être évacués. Plusieurs centaines de personnes furent invitées à quitter leurs maisons. Mais les tranchées pare-feu creusées par les sapeurs-pompiers ont arrêté l'incendie avant qu'il n'atteigne les quartiers menacés.

Dans la Loire-Atlantique, après qu'un feu ait détruit plusieurs dizaines d'hectares de landes près de Guémené-Penfao, dans la soirée du 21 août, les gendarmes ont arrêté un jeune homme âgé

de vingt et un ans, M. Philippe Bivard, domicilié à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), qui a reconnu avoir mis le feu à proximité du camping de l'Hermilage où il se trouvait avec ses parents. Une certaine stabilisation a été enregistrée près de Redon (Ille-et-Vilaine) où plus de 1.000 hectares de landes ont été ravagés par le feu. Dans la forêt de Brocéliande, dans le même département, ce sont 500 hectares de bois qui ont été détruits.

Enfin, d'autres incendies ont eu lieu en Gironde, dans les Bouches-du-Rhône, dans la Manche et pour la troisième fois en une semaine, en Seine-et-Marne, dans la forêt d'Ozoir-le-Voulge, près de Tournaing-en-Brie.

SUICIDE A LA MAISON D'ARRÊT DE NIMES

Un détenu de la maison d'arrêt de Nîmes, M. Alain Durand, vingt-sept ans, a été retrouvé mort, pendu dans sa cellule, le 21 août. Selon l'administration pénitentiaire, M. Durand, qui était en détention provisoire pour vol et tentative de vol, se trouvait dans un état dépressif.

A la maison d'arrêt d'Orléans, nous indique notre correspondant, M. Bernard Doreau, âgé de trente-six ans, a tenté, le 22 août, de se suicider par le feu dans sa cellule.

Il a mort de la suite de la prise de Nîmes représente le vingt-septième suicide dans un établissement pénitentiaire depuis le début de l'année. A la même époque, l'an dernier, on comptait trente-huit suicides. Pour l'ensemble de l'année 1975, on a relevé le chiffre de quarante-sept, le plus important depuis 1972 (le Monde du 30 mars).

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

L'Espagne souffre d'une grave inflation et d'un déficit extérieur considérable

L'Espagne vient d'obtenir un prêt important (1 milliard de dollars) d'une soixantaine de banques étrangères (« le Monde » du 11 août). C'est un ballon d'oxygène bien utile pour une économie qui souffre de graves déséquilibres : déficit commercial très important (7,4 milliards de dollars en 1975), inflation record (17 % en 1975), chômage également très important.

La reprise économique de l'Espagne, prévue cette année un accroissement de 2,5 % de la production intérieure espagnole après un gain de seulement 0,8 % en 1975) ne sera pas assez forte pour améliorer la situation de l'emploi. « Tout au plus, note l'O.C.D.E., pourra-t-elle empêcher la situation de s'aggraver. » Pour le reste, le déficit commercial pourrait atteindre 8 milliards de dollars cette année et la hausse des prix 21 %. Quant à la dette extérieure de l'Espagne, elle pourrait s'élever à 11 milliards de dollars.

L'O.C.D.E. écrit : « Comme dans d'autres pays, la bulle des paiements et le risque d'une inflation élevée font peser une contrainte sur les chomages d'un taux de croissance soutenu de l'activité à moyen terme, et mettent en lumière le risque durable d'un haut niveau de chômage. Le problème de l'emploi est particulièrement difficile en Espagne (1). Un taux de croissance relativement élevé de la production serait nécessaire pour absorber le sous-emploi considérable (déjà en déclin) qui peut se manifester. »

L'expansion rapide de l'industrie espagnole depuis le début des années 60 a été associée à des investissements à forte intensité capitaliste. Cela était largement imputable au nécessaire rattrapage technologique d'un appareil de production déshérité. Mais cette évolution a aussi été rendue possible par des tour d'intérêt maintenus artificiellement bas, ce qui a entraîné une

distorsion des prix relative des facteurs. Les conditions nouvelles du marché du travail semblent rendre nécessaire la révision de cette politique. À cet égard, il faudra favoriser à la fois les investissements incorporant une dose élevée de technologie, qui permettraient le maintien à moyen terme de la compétitivité des produits espagnols sur le marché extérieur, et les investissements créateurs d'emplois. »

L'INFLATION RESTE MODÉRÉE AUX ÉTATS-UNIS

Washington (A.F.P., A.P.). — L'indice des prix de détail a augmenté aux États-Unis de 0,5 % en juillet ; cette progression est égale à celle de juin et légèrement inférieure à celle de mai. Par rapport à juillet 1975, la hausse des prix est de 4,4 %, progression annuelle la plus faible enregistrée depuis trois ans.

D'autre part, les statistiques détaillées du commerce américain au cours du premier semestre font apparaître un accroissement de l'exédent commercial des États-Unis dans ses échanges avec la C.E.E. alors que globalement durant la même période les échanges extérieurs des États-Unis ont enregistré un déficit de plus de 1 milliard de dollars. Les exportations américaines vers la C.E.E. ont atteint 12,3 milliards de dollars (au lieu de 11,8 milliards pendant le premier semestre 1975) et les importations 8,7 milliards (au lieu de 8,5 milliards), soit un excédent de 3,6 milliards.

● **Naufrage sur le Léman** : quatre morts. Le dimanche 22 août d'un hélicoptère transportant six personnes sur le lac Léman a provoqué la mort de quatre d'entre elles. La cause de l'accident serait due à une forte bise qui soufflait de soir sur le lac. L'embarcation a coulé à pic à peu près au même endroit que la Sainte-Odile dont le naufrage, le 7 août 1970, avait entraîné la mort de sept personnes. — (A.F.P.)

● **Un car tombe dans le Danube** : neuf morts. Un car de touristes allemands qui le samedi 21 août roulait à vive allure s'est renversé après avoir fait une embardée sur la route d'Aggsbach-Dorf, à 70 kilomètres de Vienne, en Autriche. Le véhicule, qui transportait une cinquantaine de passagers, s'est enfoncé dans les eaux du Danube. L'accident a provoqué la mort de neuf personnes.

SCIENCES

Deux mille deux cents savants vont initier les Grenoblois aux techniques et méthodes de l'astronomie

De notre correspondant

Grenoble. — Deux mille deux cents astronomes, de quarante-huit pays, participeront, à Grenoble, du 24 août au 2 septembre, à l'Assemblée générale de l'Union astronomique internationale. L'U.A.I. est une des grandes unions scientifiques internationales créées après la première guerre mondiale. Ses assemblées générales ont lieu tous les trois ans. Aux côtés des deux grands de l'astronomie internationale, l'U.A.I. et l'I.A.U., la France conserve, grâce à ses stations d'observation de Haute-Provence, du pic du Midi et à la station radio-astronomique de Nançay, une solide position en astronomie.

Le congrès de Grenoble devrait à nouveau montrer la vitalité de l'astronomie mondiale, dont les méthodes de recherche se sont trouvées très renouvelées grâce aux techniques spatiales. « C'est une science bien vivante dans laquelle la coopération internationale a toujours existé et a toujours été très développée », déclare le secrétaire général du congrès, M. Gérard Wierick. La construction du télescope de 3,60 mètres (Canada-France-Hawaii) en est un bel exemple. Cette année, l'assemblée générale de l'U.A.I. sera très largement ouverte au public, qui pourra assister aux principales conférences portant sur « l'astronomie infra-rouge et les poussières galactiques », « l'astronomie et les lois de la physique », et « l'exploration des planètes ». M. Sagan, l'un des responsables de la mission Viking, fera une communication sur les principales

découvertes faites sur Mars par la sonde américaine. Les astronomes français ont, d'autre part, souhaité associer la population grenobloise à la célébration, en organisant dans la ville même, et non sur le campus, un ensemble de manifestations baptisées « Instrumental dans la ville ». Dans différents lieux publics de l'agglomération (gare S.N.C.F., maison du tourisme, mairie, centre commercial) des expositions permettront aux Grenoblois de se familiariser avec les méthodes et les techniques d'observation astronomique. — C. F.

ACCORD FRANCO-IRANIEEN DE RECHERCHES SUR L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et le Materials and Energy Research Center iranien ont signé vendredi 20 avril à Paris un accord-cadre de coopération scientifique dans le domaine de l'énergie solaire. Le programme prévoit d'abord une réflexion en commun sur les possibilités d'utiliser l'énergie solaire en Iran, la réalisation de modèles expérimentaux de conversion du rayonnement solaire et leur couplage à des appareils de chauffage et de climatisation, de pompage ou d'électrification. Enfin, seront menées en commun les études préliminaires à la réalisation de prototypes en vraie grandeur.

LES MISSIONS DE VIKING-2 ET DE LUNA-24

(Suite de la première page.)

D'autre part, l'atterrissage de Luna-24 a donné lieu à quelques émotions. Après avoir prélevé un échantillon du sous-sol lunaire, la sonde, ou plutôt son module de retour, avait pris feu le 19 août le chemin de la Terre et devait atterrir dimanche sur le territoire soviétique. L'atterrissage fut annoncé, mais précipitamment démenti, et une certaine inquiétude se faisait jour. Ce n'est que dans la matinée du lundi 23 août que l'agence Tass annonçait que l'atterrissage avait bien eu lieu

et que le programme de Luna-24 avait été mené à bien dans sa totalité. Pourquoi ce jour-là ? Aucune précision n'a été donnée, sauf le point d'atterrissage. Il est situé à 200 kilomètres de la ville sibérienne de Souergout. Ce n'est pas l'endroit où les Soviétiques récupèrent habituellement leurs véhicules spatiaux. Or le module de retour de Luna-24, s'il est identique à ceux des précédents, ne dépasse guère 30 centimètres de diamètre, et si l'ouverture du parachute échappe aux observateurs, la recherche devient très délicate. — M. A.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture de mobilier de dortoirs

Le service des adjudications de l'Université invite les spécialistes et fabricants internationaux de mobilier désireux de soumissionner à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les candidats sont également priés de fournir tous catalogues ou autres documents considérés comme opportuns. Les documents de mise en adjudication seront vendus exclusivement aux fabricants qui auront présenté une candidature écrite et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation de meubles, accessoires et équipements divers pour chambres à coucher, salles communes et salles d'études destinés aux douze nouveaux blocs-dortoirs situés sur le campus universitaire à Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km est de Tripoli.

Les soumissionnaires devront présenter, avec leurs offres, des échantillons de tous les meubles proposés avec descriptions, illustrations et spécifications complètes.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976, à 12 h. 30.

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

VIE ÉCONOMIQUE

Quelques souffrances d'une grave nature
d'un déficit extérieur considérable

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les déclarations de M. Edmond Maire

(Suite de la première page.)

Quand, dans une situation aussi désastreuse, un gouvernement vient vous dire qu'il faut freiner la consommation, on ne peut s'empêcher de penser qu'il veut aggraver les difficultés. C'est bien l'augmentation de la consommation qui a suscité la petite reprise de l'activité de ce début d'année, alors que, dans le même temps, il y a eu stagnation de l'investissement. Freiner la consommation aujourd'hui tout en sacrifiant les équipements dans le budget de 1977, c'est briser définitivement la petite reprise constatée.

Ce qui signifie qu'à vos yeux un rythme de progression du taux de salaire horaire de 16 % par an — alors que les prix n'augmentent que de 10 à 11 % — est plutôt un élément positif ?

Ce qui compte pour les salariés, c'est la garantie et la progression de leur pouvoir d'achat réel. Nous avons connu dans le passé des évolutions de prix autour de 5 % et de salaires aux environs de 10 %. C'était une situation meilleure. Mais ce que nous propose M. Pourcel, c'est un retour à une hausse des prix de 8 % et des salaires de 14 %, c'est-à-dire un gain apparent de pouvoir d'achat de 6 %. Mais comme il ne tient pas compte de la sous-évaluation de l'indice officiel des prix, il s'agit, en fait, de pénaliser à nouveau les salariés comme ils étaient le principal facteur d'inflation.

Or cela est faux. Nos services économiques viennent d'actualiser l'enquête faite par la C.E.R. en 1973 sur le coût de l'heure de travail d'un ouvrier (charges sociales comprises) en tenant compte notamment de l'évolution des monnaies. On constate que le coût salarial d'un ouvrier est supérieur de 53 % en Allemagne, de 59 % en Belgique et de 61 % aux Pays-Bas à ce qu'il est en France. Ce qui veut dire qu'une heure de travail d'ouvrier revient à un patron allemand 53 % plus cher qu'à un patron français.

Si c'est vrai que la France vit au-dessus de ses moyens on peut en discuter. — de quelle France s'agit-il ? A notre avis, il ne s'agit pas des travailleurs, mais de ceux qui, en France, ont le pouvoir, détiennent des investissements, protègent leurs privilèges.

Cela signifie-t-il que la C.F.D.T. refuserait, si elle y était invitée, à participer à des discussions avec le gouvernement sur le moyen de freiner l'inflation ?

Nous ne refuserons pas une proposition de négociation. Mais nous disons que l'on ne peut pas parler sérieusement d'une modération des revenus en France sans parler d'une redistribution des revenus. Le Monde vient dans un article percutant de montrer, à partir d'une étude de l'O.C.D.E., que la France détient la « dette d'or de l'indignité » (1). L'écart entre les bas et les hauts revenus est en France à peu près deux fois plus grand qu'aux Pays-Bas et en Suède, et une fois et demie plus important qu'en Allemagne.

(1) Le Monde du 20 août.

salariés, et que les premiers échappent en partie à cette prétendue discipline.

Il faut distinguer d'une façon plus précise et plus efficace les différents revenus en vue d'assurer leur redistribution et d'amortir un autre type de développement. Cela passe par une ponction fiscale vigoureuse sur les plus hauts revenus ; les Français n'ont pas idée du nombre considérable de gens qui, dans ce pays, se mettent dans la poche 20 millions d'anciens francs par mois. Faire en sorte, par exemple, qu'il n'y ait plus en France de revenus disponibles supérieurs à 2 millions d'anciens francs par mois serait une mesure d'une importance considérable, et montrerait qu'on veut effectivement s'attaquer à un des aspects de l'inégalité et de l'inflation. Dans le même temps, il faut non pas tout modifier, mais au contraire revaloriser les salaires les plus bas, notamment le SMIC, et permettre des négociations dans les entreprises et les branches professionnelles sur les salaires réels et non sur les minima qui sont souvent inférieurs de 30 % à la réalité.

Enfin, la réduction de l'éventail des revenus ne doit pas viser seulement les non-salariés, même si ce groupe accapare le tiers du revenu national ; nous sommes pour un réajustement de la hiérarchie des salaires ; cela passe par la négociation de grilles de classifications dans les conventions collectives.

Vous voyez, nous sommes prêts à discuter, mais de choses sérieuses, en s'attaquant, dossier par dossier, aux différents éléments qui constituent les revenus des Français, avec un objectif clair et annoncé : la redistribution dans un sens plus égalitaire et en tenant compte de la nécessité de réduire le rythme de l'inflation. Pour nous, la lutte contre l'inflation passe par une réduction négociée des inégalités.

Le patronat cherche à faire peur

Le C.N.P.F. n'est pas parvenu de votre volonté de négocier sérieusement. Il estime que les engagements politiques que vous avez pris en faveur de la gauche et d'un changement de pouvoir rendent vain tout espoir de discussions constructives avec lui. Le fait que ces dernières années vous n'ayez pratiquement plus signé d'accords professionnels ou interprofessionnels, tant en matière d'indemnisation du chômage, qu'en matière de salaires, n'accroît-il pas l'idée que toute politique constructive est devenue impossible d'ici aux élections législatives de 1978 ?

Un syndicat qui repousserait les possibilités de négociations et d'avancées sociales jusqu'à des échéances électorales relatives aux prochaines élections ne jouerait pas son rôle de défense des intérêts des travailleurs. Une telle tactique se retournerait probablement contre lui.

L'histoire montre que les travailleurs n'ont jamais intérêt à dramatiser une situation. Aujourd'hui, il nous semble que le C.N.P.F. joue le même jeu que M. Pomatowski avec ses opérations « coup de poing » et ses expulsions d'immigrés, ou que M. Durafour avec les licenciements de délégués syndicaux. Il cherche à exagérer les tensions, à faire peur à la population afin de regrouper autour de sa loi et de son ordre les gens hésitants ou inquiets. Ainsi il laisse entendre que c'est nous qui ne voulons pas signer des accords.

En fait, je voudrais vous convaincre que non seulement nous sommes disposés à signer

des accords, mais que nous souhaiterions signer plus d'accords que nous n'en signons.

D'abord, parce qu'il y a des problèmes urgents à résoudre. D'ailleurs, il n'y a pas à faire cadeau au patronat, dans les dix-huit mois qui nous séparent des élections, de ce que l'on peut obtenir aujourd'hui. Ensuite, parce que la signature d'accords même limités montre l'efficacité de l'action syndicale et contribue au développement du syndicalisme.

Enfin, la victoire de la gauche n'est pas encore acquise. Elle peut aussi intervenir dans des conditions qui rendent difficile l'évolution de la situation sociale. Tout ce que nous pouvons obtenir pour les travailleurs dès maintenant doit l'être ; c'est probablement la meilleure façon à la fois de jouer notre rôle syndical immédiat et d'ouvrir la possibilité à la gauche, si elle arrive au pouvoir, de mener une politique meilleure.

Donc, de l'entreprise au C.N.P.F. et au gouvernement, nous croyons qu'il y a des négociations à entreprendre avec efficacité, et sans tout mélanger dans un vaste magma. Nous souhaitons que cette voie de la raison ne soit pas seulement celle des travailleurs que nous représentons ; il peut y avoir, dans l'autre camp, des personnes qui ne souhaitent pas continuer de jouer la dramatisation, dont personne ne peut dire par avance comment elle se déroulera.

Vous n'êtes pas favorable à une partie négociation de type de la conférence de Grenoble de 1968 ?

La peur du patronat à l'égard d'un Grenelle bis nous fait plutôt sourire. Il a peur, en fait, de mai 1968. Cela dit, l'idéal n'est pas de vouloir en un seul moment régler tous les problèmes qui existent entre patrons, salariés et gouvernement. Il vaut mieux avoir des négociations selon les cas, paritaires ou tripartites sur chaque thème, pour qu'on ait à chaque fois l'instrument de décision le mieux adapté.

Mais il est certain que quelques grands problèmes, comme le SMIC, les prestations familiales, la retraite, la sécurité sociale (dont la réforme se prépare dans le secret), ne peuvent être réglés que par la voie de la négociation tripartite.

Faut-il faire « crever de faim » les chômeurs ?

Parmi les dossiers les plus urgents qui pourraient faire l'objet de négociations, il y a aussi l'emploi. Au gouvernement comme au patronat on souhaiterait revoir le système d'indemnisation à 90 % des victimes de licenciements économiques. Ne croyez-vous pas nécessaire de passer effectivement d'une politique strictement défensive d'aide aux chômeurs à une attitude plus offensive en faveur de la création d'emplois ?

Je voudrais dire d'abord que nous n'acceptons pas cette sorte de chantage du C.N.F.P. ou du ministère du travail consistant à dire qu'il faudrait diminuer l'indemnisation du chômage pour consacrer les ressources à la création d'emplois. Nous ne voyons vraiment pas en quoi faire crever de faim des chômeurs apporterait un emploi supplémentaire à qui que ce soit. Il faut en finir avec le mythe des chômeurs professionnels, mais payés à ne rien faire. Actuellement, 41 % des chômeurs ne perçoivent aucune indemnisation, et seulement 12,5 % bénéficient de 90 % de leur revenu antérieur. Au cours des cinq premiers mois de cette année, plus de soixante-dix mille chômeurs ont épuisé leurs droits aux 90 % ; ils continuent à rechercher un poste de travail et sont tombés à un niveau d'indemnisation extrêmement bas.

Il faut des investissements créateurs d'emplois. Or le vrai problème est là : depuis une

dizaine d'années la croissance entraîne de moins en moins de créations d'emplois. Si nous laissons l'évolution se poursuivre ainsi, nous aurons pour longtemps — qu'il y ait ou non croissance — plus d'un million de chômeurs dans notre pays.

Devant une telle situation, on ne peut pas se contenter de quelques expédients comme les contrats emploi-formation. Ce qui est en cause, c'est l'orientation et le contrôle des investissements, et tant qu'on ne nous proposera pas de moyens pour un tel contrôle — comment M. Giscard d'Estaing le ferait-il, ce n'est pas l'orientation de sa société libérale — nous ne voyons pas comment il serait possible de réaliser le plein emploi. La seule arme qui nous reste, c'est la lutte pour la réduction de la durée du travail, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation d'effectifs suffisants. Ce n'est peut-être pas assez, mais c'est aujourd'hui le seul moyen efficace à notre disposition pour améliorer l'emploi.

Vous constatez est finalement très pessimiste ?

La réalité incite effectivement, les jeunes en particulier, à la morosité, voire au désespoir. Mais justement, le rôle du mouvement syndical est de changer une situation, de combattre ce que l'on présente parfois comme une donnée ou une fatalité. L'action de masse est le moteur des changements. Ainsi nous avons décidé avec la C.G.T., dès avant les vacances, d'organiser le 23 octobre une mobilisation de la population autour du thème de l'emploi des jeunes. Nous voulons qu'il y ait ce jour dans toutes les régions de France des manifestations très spectaculaires. De cette mobilisation peuvent naître les énergies, la volonté d'action qui feront changer la politique économique et les conditions actuelles de l'emploi.

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT.

ÉNERGIE

LES EXPERTS DE L'OPEP EXAMINENT LE DOSSIER DU PRIX DU PÉTROLE « BRUT »

Les experts de la commission économique de l'OPEP se réunissent ce lundi 23 août à Vienne pour examiner les problèmes techniques liés au prix du pétrole brut. Selon le ministre du pétrole indonésien, M. Mohamed Sadli, président en exercice de l'organisation, ce n'est qu'après un vaste tour d'horizon que l'on pourra « voir si une réunion extraordinaire (des ministres de l'OPEP) est justifiée ou non ». La réunion ordinaire des ministres est toujours prévue pour le 15 décembre à Doha (Qatar).

« Une situation est meilleure que celle d'il y a quelques mois et si nous sommes en mesure de faire (de pétrole) est plus importante en ce moment », a-t-il semblé dire. « Il ne semble pas que l'on ait le droit de briser la proportion que l'inflation », a poursuivi le ministre indonésien, qui a encore précisé qu'un courant se dessinait parmi les membres de l'OPEP en faveur d'une augmentation des prix du brut. — (A.F.P., U.P.I.)

BÉNÉFICES ACCRUS POUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES AMÉRICAINES. Les bénéfices des vingt-deux principales compagnies pétrolières américaines ont augmenté de 22 % au cours du premier semestre 1976 par rapport à la même période de l'année dernière (5,8 milliards de dollars contre 4,8). L'Institut américain du pétrole attribue cet accroissement des bénéfices à l'amélioration de la situation économique qui a permis une progression des ventes et une augmentation des marges. — (A.F.P.)

LIBYENNE

TRIPOLI

INTERNATIONAL

mobiliers de dortoirs

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires à la faculté d'agriculture

Le service des adjudications de l'Université invite les fabricants internationaux spécialisés en équipements de laboratoires désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'University Tender Board, Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est financièrement capable d'exécuter les travaux. Les documents d'adjudication ne seront vendus qu'aux fabricants qui auront présenté des candidatures écrites et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires aux trois principaux blocs-laboratoires d'enseignement de la Faculté d'Agriculture, situés sur le campus universitaire, à environ 4 km est de Tripoli.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'University Tender Board pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

SUI NORTHERN GAS PIPELINES LTD.
APPEL D'OFFRES

La société Sui Northern Gas Pipelines Limited lance un appel d'offres auprès des fabricants pour la fourniture de tubes de canalisation en acier destinés à une canalisation d'eau, sur la base d'un matériel rendu à Karachi, Pakistan, coût et fret. Ce matériel est le suivant :

Numéro de l'appel d'offres	Matériaux	Longueur totale approximative requise	Heure et jour de clôture de l'appel	Heure et jour d'ouverture des soumissions
SN-3807/76	Tube de canalisation d'eau 14" x 0.312", 45,81 lbs/ft API 5LX Grade X42 ET	105 600 ft	15/10/1976 à 11 heures	15/10/76 17 h 05mn
	Tube de canalisation d'eau 14" x 0.312", 45,81 lbs/ft API 5LX Grade X48	105 600 ft		

2. Les fabricants intéressés sont invités à demander les documents d'appel d'offres à l'adresse suivante, en mentionnant le numéro d'appel d'offres ci-dessus indiqué :

The Managing Director,
Sui Northern Gas Pipelines Limited,
Mormoo House, 3 Montgomery Road,
P.O. Box No. 56 — LAHORE — PAKISTAN

3. Les soumissions définitives doivent arriver dans les bureaux de la société avant la date et l'heure de clôture indiquées ci-dessus.

SIEMENS

Information destinée
aux actionnaires de Siemens

Affaires internationales en expansion

Durant les neuf premiers mois de l'exercice considéré, le montant des commandes nouvelles est tombé à 30,0 milliards de francs, en diminution de 4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le marché allemand, en fait, évolué plus favorablement que ne le laisse supposer la baisse de 10 %, si l'on songe que la demande de l'exercice passé, notamment celle du mois de juin, avait été stimulée de façon exceptionnelle par la loi sur l'aide à l'investissement. Les affaires réalisées à l'étranger sont passées à 15,7 milliards de francs, en hausse de 3 %.

Les différents secteurs d'activité ont connu une évolution assez contrastée. Dans le domaine des composants, les commandes, après une chute spectaculaire l'exercice précédent, ont fait un bond de 25 %. La plupart des autres secteurs commencent, eux aussi, à ressentir les effets de la reprise, à l'exception toutefois des télécommunications, où le niveau des ordres reçus reste très inférieur à celui de l'an passé. Dans l'ensemble, Siemens escompte au 30 septembre 1976, un volume de commandes nouvelles comparable à celui de l'exercice écoulé.

Le chiffre d'affaires mondial des neuf premiers mois s'est accru de 8 %, passant à 27,1 milliards de francs. Les facturations enregistrées à l'étranger sont, elles aussi, supérieures à celles relevant du marché intérieur. Les affaires réalisées à l'étranger devraient passer pour la première fois le cap des

18 milliards de francs, à la fin de l'exercice en cours. Ainsi la tendance amorcée il y a cinq ans se poursuit-elle : le marché de la construction électrique et électronique stagne en RFA, alors que le marché international est en pleine expansion. Siemens a tenu compte de ce fait en effectuant, en temps voulu, des investissements substantiels à l'étranger, créant ainsi les conditions indispensables à la progression continue de ses exportations. La mondialisation des affaires a permis de pallier dans une large mesure les fluctuations du niveau d'activité.

En raison du recul des commandes enregistrées et, dans une certaine mesure, des mutations technologiques, les effectifs ont diminué de 4 % à l'échelle mondiale. En RFA, le nombre de salariés touchés par la réduction des horaires de travail est tombé de 31 000 à 15 000 depuis le début de l'exercice. Les investissements, sans les apports dus à la consolidation de Osem, sont restés quelque peu inférieurs au niveau des années précédentes.

Les stocks ont pu être réduits à 35 % par rapport au chiffre d'affaires. Le bénéfice net de 626 millions de francs correspond à 2,3 % du C.A. Au cours de l'exercice 1974/75, le rapport bénéfice net/chiffre d'affaires était de 2,4 %.

Pour l'ensemble de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires devrait, selon nos prévisions, dépasser 37 milliards de francs.

	1.10.1974 à 30.6.1975	1.10.1975 à 30.6.1976*	Variation comparable**
Commandes enregistrées (en milliards de francs)	23,3	22,4	- 6 %
Sociétés en Allemagne dont à l'exportation	7,7	8,1	+ 3 %
Marché allemand	15,6	14,3	- 10 %
Marché étranger	14,7	15,7	+ 3 %
	30,3	30,0	- 4 %

	1.10.1974 à 30.6.1975	1.10.1975 à 30.6.1976*	Variation comparable**
Chiffre d'affaires (en milliards de francs)	18,6	20,8	+ 8 %
Sociétés en Allemagne dont à l'exportation	6,1	7,0	+ 10 %
Marché allemand	12,5	13,8	+ 7 %
Marché étranger	11,6	13,3	+ 10 %
	24,1	27,1	+ 8 %

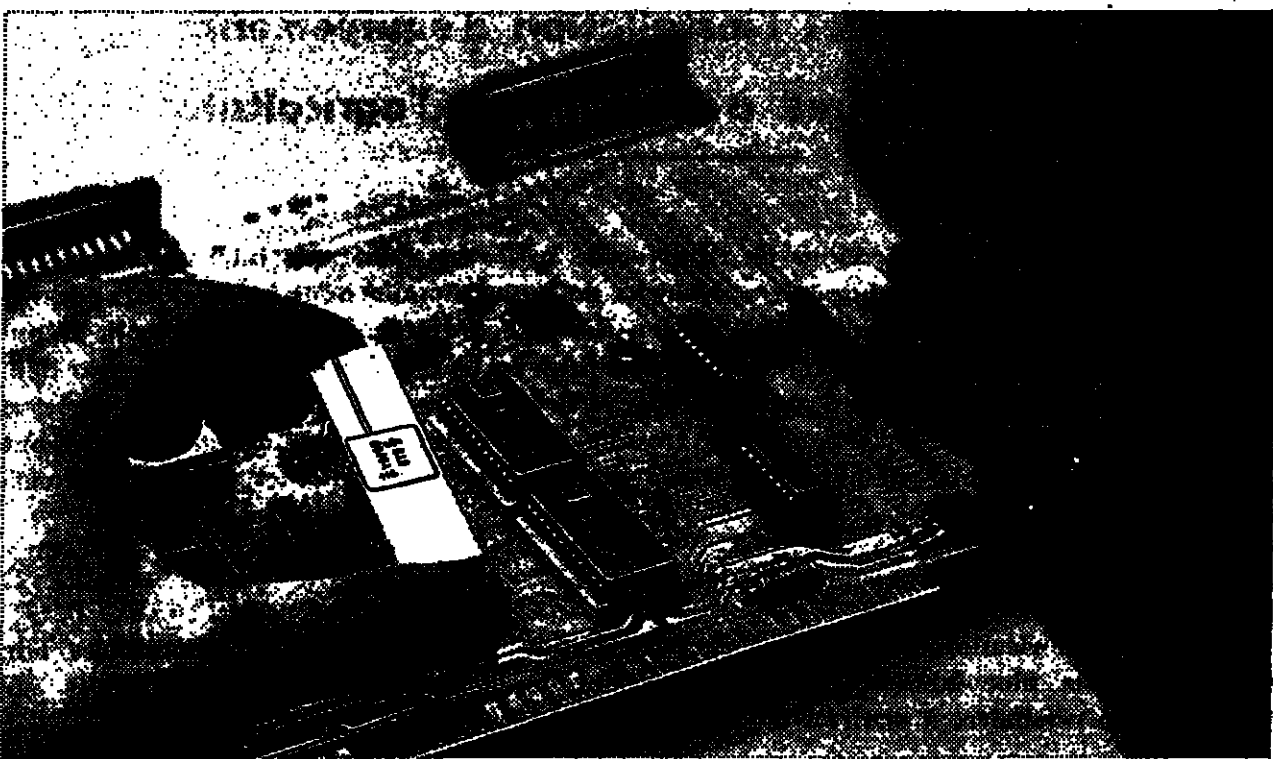
* Osem compris depuis le 1.1.1976.

** La variation en % a été exprimée en termes comparables, en raison de la consolidation de Osem.

Tous les montants convertis au cours moyen coté à la bourse de Francfort le 30 juin 1976: 100 F = 54,30 DM.

	30.9.1975	30.6.1976*	Variation comparable**
Commandes en carnet (en milliards de francs)	31,9	33,8	+ 6 %
Personnel (en milliers)	207	208	- 6 %
Allemagne	89	96	- 1 %
Etranger	286	304	- 4 %

	1.10.1974 à 30.6.1975	1.10.1975 à 30.6.1976*	Variation comparable**
Frais de personnel (en milliards de francs)	11,7	13,2	+ 8 %
Investissements (en millions de francs) (dont augmentation due à la consolidation de Osem)	1508	2022	(606)
Stocks (en % du C.A.)	39 %	35 %	
Bénéfice net (en millions de francs)	643	626	
en % du C.A.	2,7 %	2,3 %	



Innovation stimulée par les microprocesseurs

Le marché mondial des circuits LSI triplera d'ici 1980. La part des microprocesseurs dans ce marché sera en augmentation constante. Ces microprocesseurs constituent le cœur des micro-ordinateurs qui, grâce à leur facilité d'emploi et à leur prix

raisonnable, trouveront de nombreux champs d'application. Siemens propose une gamme complète de micro-ordinateurs. Notre cliché montre la mise en place d'un microprocesseur compact dans un tel ordinateur.

Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

L'indemnisation des paysans

Ceux qui ont bénéficié de la sécheresse doivent, plus que d'autres, financer l'effort de solidarité, déclare M. Charpentier (C.G.C.)

« En tout état de cause, le C.G.C. d'indemniser pas que les sommes versées aux agriculteurs pour maintenir leur revenu de 1976 soient supérieures au montant de leurs revenus fiscaux déclarés de 1975 », affirme la Confédération générale des cadres dans un communiqué. La Confédération s'élève contre les intentions du gouvernement de financer l'aide aux agriculteurs touchés par la sécheresse par un impôt sur les hauts et moyens revenus, préconisant que, « si le gouvernement devait confirmer ces informations, cela signifierait mal de la rentrée sociale et du consensus nécessaire pour limiter les risques inflationnistes ».

« La solidarité nationale ne doit pas être réservée à une catégorie sociale comme la nôtre, qui paie pratiquement la plus grande partie de l'impôt sur les revenus des personnes physiques », a également affirmé M. Charpentier, président de la C.G.C., dimanche 22 août à Europe 1.

Rappelant les ventes exceptionnelles d'eaux minérales, de bière, de réfrigérateurs et de ventilateurs pendant l'été, il a suggéré que « ceux qui ont tiré des bénéfices exceptionnels de cette circonstance (la sécheresse) soient appelés à financer l'effort de solidarité envers les agriculteurs ».

Le dernier précédent

LE PRÉLÈVEMENT
EXCEPTIONNEL DE 1974
AVAIT TOUCHÉ
1 450 000 CONTRIBUABLES

Le gouvernement envisage, on le sait, de couvrir la plus grande partie des sommes consacrées à l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse par le produit d'un impôt exceptionnel. Il semble que celui-ci touchera les revenus moyens et élevés. Y aura-t-il d'autres majorations ? La décision n'est pas encore prise, notamment du fait que les pouvoirs publics n'ont pas encore pu évaluer, même approximativement, l'importance globale des dégâts causés à l'agriculture (entre 3,5 et 7 milliards, selon les sources).

Ce ne serait évidemment pas la première fois qu'un prélèvement exceptionnel serait perçu. Le dernier remonte à 1974. Un « collectif » (budget rectificatif) avait été proposé par le gouvernement, après l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence, pour rétablir les équilibres économiques et financiers. Ce « collectif », voté par le Parlement et publié au Journal officiel du 17 juillet 1974, prévoyait notamment des majorations exceptionnelles et partiellement remboursables de l'impôt sur le revenu.

3,3 milliards

L'impôt exceptionnel avait alors touché 1 450 000 contribuables et rapporté 3 milliards 568 millions, alors que le fisc prévoyait de recouvrer 2 milliards et demi de francs.

Les majorations calculées par le fisc à partir du montant des impôts dus en 1974 (revenus de 1973) avaient été les suivantes : 5 % entre 2 501 F et 5 000 F d'impôt dû par part de quotient familial ; 10 % de 5 001 F à 10 000 F d'impôt ; 15 % de 10 001 F à 100 000 F ; 20 % au-delà de 100 000 F (pour deux parts, on multiplie par deux les limites indiquées ci-dessus : 5 002 F à 10 000 F, etc.).

Ce prélèvement exceptionnel, assorti d'un système assez compliqué de franchises et de déductions, avait été totalement ou partiellement remboursable, selon les revenus : totalement quand la majoration était de 5 % ; à moitié pour la tranche de 10 % ; au quart pour la tranche de 15 % ; au quart pour celle de 20 %.

Les remboursements (1,5 milliard de F au total sur 3,5 milliards), avaient été effectués durant l'été 1975, sous forme de chèques envoyés sous enveloppe aux contribuables.

« Les Fédérations C.F.D.T. de l'agriculture et de l'indemnisation, soulignent, dans un communiqué, que l'emploi et le revenu des salariés de ces sections d'exploitations menacés par les conséquences des conditions climatiques vécues ces derniers mois ». Les Fédérations demandent que les problèmes de ces travailleurs soient également pris en compte dans les décisions de soutien aux victimes de la sécheresse et demandent à être consultés sur les mesures à mettre en avant ».

« La conférence nationale des revenus, qui avait réuni rue de Martignac, au Commissariat général du Plan, les représentants des divers groupes socio-professionnels et ceux des pouvoirs publics, et à laquelle nous avons fait allusion (le Monde daté 22-23 août) à propos du statut des exploitants agricoles, avait eu lieu en 1963 et non en 1973, comme une « coquille » nous l'a fait écrire ».

« ERATUM. — Un « erratum » a rendu incompréhensible une partie de la déclaration de M. Antoine Pinay reproduite dans le Monde du 20 août. Il faut lire : « L'Etat doit moins dépenser, rendre son prestige au travail, traiter les gens à l'épargne et non à la consommation pour rétablir la confiance », estime M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, président du conseil général de la Loire, dans une interview que publie la Tribune-Le Progrès de Saint-Brieuc daté du 19 août. Etc. ».

AVIS FINANCIERS
DES SOCIÉTÉS

UNILEVER

Dans le premier semestre 1976

Les ventes ont augmenté de 13 % et atteignent 20 milliards de F, dont 10 milliards de F pour le second trimestre, soit 12 % en plus. Les bénéfices d'exploitation se sont accrus de 145 % et s'élevaient à 1,5 milliard de F, dont 817 millions pour le deuxième trimestre, en augmentation de 23 %.

Les bénéfices revenant aux actionnaires ordinaires ont augmenté de 153 % et se chiffrent à 850 millions de F, dont 320 millions de F pour le second trimestre, soit 128 % en plus.

En Europe, où les marges bénéficiaires n'ont pas retrouvé leur niveau d'il y a quelques années et sont encore insuffisantes, le redressement des ventes et des bénéfices s'est poursuivi.

En Amérique du Nord, les bénéfices ont été affectés par des grèves. Dans les autres pays hors d'Europe, augmentation de l'ensemble des ventes et des bénéfices. Très bon second trimestre pour UAC International.

Pour louer une voiture en Suisse, réservez chez

europcar 645.21.25

